ISSN 1662 – 4599

19 novembre 2012
12e année
No 48

Horizons et débats
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél.: +41 44 350 65 50
Fax: +41 44 350 65 51
hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6

Horizons et débats

AZA
8044 Zürich

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Selon le chef de l'Armée, la crise de la dette de l'UE constitue la menace principale pour la Suisse

Avec nervosité, la Commission européenne renvoie au prix Nobel de la paix

André Blattmann, (photo thk)

me. Lors d'une conférence à la Chambre de commerce belgo-suisse à Bruxelles, le commandant de corps suisse *André Blattmann*, chef de l'Armée, a déclaré que la crise de la dette en Europe et le chômage élevé qui l'accompagne constituaient, pour la Suisse, la plus grande menace en matière de politique de sécurité.

Ce jugement n'a pas particulièrement attiré l'attention, jusqu'à ce que l'hebdomadaire belge, *La Libre Belgique,* reprenne les déclarations du chef de l'Armée suisse, ce qui a mis la puce à l'oreille de la Commission européenne. Agacée, la porte-parole de la Commission, *Pia Ahrenkilde,* a déclaré vendredi passé que Bruxelles ne comprenait pas les peurs de la Suisse. Que la Commission européenne n'avait aucune intention de commenter (lisez: écouter) de pareils «scénario-catastrophe». Selon elle, l'Union européenne est et demeure un projet de paix. «C'est en tant que telle qu'elle a récemment aussi été honorée du prix Nobel de la paix».

Hors caméra, le ton employé était encore plus strident: on verserait de l'huile sur le feu, on attiserait la peur de l'UE et de toute manière, de pareilles fantaisies étaient risibles. Ah bon: ces gens de Bruxelles n'ont vraiment pas beaucoup de raisons de rigoler.

Le chef de l'Armée regrette la «colère de Bruxelles», mais il affirme qu'il maintient son point de vue. Il dit que le but de n'importe quelle organisation de sécurité était de se préparer à des cas difficiles. Qu'il avait parlé des risques pour la sécurité en relation avec la crise de la dette. Si des cohortes de réfugiés débordaient sur la Suisse, l'armée devait protéger l'infrastructure nationale sensible, même s'il ne désirait pas voir ce scénario.

L'armée a exercé ce cas en septembre. Au cours de l'exercice «Stabilo Due», une pareille situation a été envisagée.

* * *

C'est ce qu'on peut dire de l'énervement provoqué par André Blattmann à Bruxelles. Il n'y a pas eu d'énervement semblable causé par la déclaration de *Helmut Schmidt* qui a parlé de la «veille de la révolution en Europe» et qui a formulé ainsi les choses de façon beaucoup plus nette.

Mais il faut analyser plus en détail les raisonnements de Bruxelles. La circonstance curieuse que «l'UE a reçu un prix Nobel de la paix» (lequel a été remis au cours des dernières années à plusieurs criminels de guerre), est interprétée par la porte-parole de la Commission européenne comme s'il était impossible qu'il y ait des troubles. Nous nous souvenons encore parfaitement du politicien grec qui a déclaré, il y a quelques semaines, que la Grèce se trouvait dans une situation comparable à celle de la République de Weimar à son époque.

Celui qui met la tête dans le sable n'a qu'à supprimer le drapeau bleu avec les étoiles jaunes et adopter «l'autruche» comme animal héraldique, si possible sur un innocent fond blanc.

Mais soyons un peu plus provocants: qu'est-ce que le projet pacifique entreprend pour combattre le chômage? Par exemple en Grèce, en Espagne et de plus en plus dans tous les pays de la ceinture méridionale et occidentale de l'UE? L'ancien chancelier Schmidt mentionne des révolutions qui déstabilisent. Dans ce domaine, André Blattmann et d'autres attendent une réponse. Au lieu d'instaurer une formation professionnelle pour la jeune génération, l'UE choisit de toutes autres solutions: il y a bien longtemps qu'on instaure de vastes appareils policiers pour combattre les révoltes. *Horizons et débats* a plusieurs fois traité ce sujet. C'est pourquoi la déclaration de vendredi de la porte-parole de la Commission européenne est pleine d'hypocrisie. Vous avez le bonjour de la force de gendarmerie européenne *Eurogendfor* et du terrain d'exercice de l'OTAN *Altmark* en Allemagne.

Nous demandons que Bruxelles explique ce qui est prévu concernant la crise du chômage. Des forces de police en masse sont évidemment une réponse, mais ce n'est pas une voie à suivre! Même aux Etats-Unis, où règne un concept bouffi appelé «Homeland Security», ça ne marcherait pas.

Ces derniers temps, la Grèce meurtrie a encore dû acheter des centaines de chars blindés *Abrams* d'occasion et des masses d'autres armements. Ça rime à quoi?

Non, il faut des réponses sérieuses et sincères. Il faut réfléchir au rapport entre les économies, le bien commun et l'économie nationale. L'invocation dogmatique de locutions globalisantes toutes faites fait partie de «l'arrière-garde du progrès d'hier» selon la formule du divisionnaire *Bachofner* récemment décédé. Il se serait réjoui des réflexions du commandant de corps Blattmann et lui aurait immédiatement donné un coup de main. Il faut réfléchir sur cette mélopée de la mondialisation, même si ce n'est pas facile pour toutes les rédactions.

Heiner Flassbeck (62), l'économiste en chef et spécialiste monétaire de l'*Organisation des Nations Unies sur le commerce et le développement* (CNUCED) à Genève a fait un essai. Il y a quelques jours, dans une interview avec le «Tages-Anzeiger», il a dit en parlant de la crise monétaire qu'il fallait réfléchir au

Suite page 2

Helmut Schmidt craint une révolution en Europe

La maximalisation des bénéfices des banques est «économiquement insensée»

Le mercredi 7 novembre, lors du forum économique de l'hebdomadaire de Hambourg *Die Zeit,* l'ancien chancelier *Helmut Schmidt* a déclaré, devant 600 invités de l'économie et de la politique, qu'avec la crise de surendettement en arrière-plan, il n'est pas impensable qu'il y aura de profonds changements politiques et économiques. «Nous nous trouvons à la veille d'une possible révolution en Europe», prévient Schmidt. Il pressent que dans toute l'Europe la confiance dans les institutions européennes a diminué. La situation en Chine et aux Etats-Unis est également caractérisée par des incertitudes.

Une journée entière des managers, des politiciens et des scientifiques ont discuté sur l'avenir de l'Europe et de l'euro.

Le vice-directeur de la *Deutsche Bank*, *Jürgen Fitschen,* s'est montré autocritique et a qualifié la maximalisation à court terme des bénéfices des instituts bancaires d'«économiquement insensé».

Elle ne devrait plus avoir lieu, «elle nous nuit à long-terme». De plus, on attend des cadres dirigeants du plus important institut bancaire allemand, qu'ils ne touchent leurs gratifications qu'après cinq ans de carence.

Le ministre des Finances *Wolfgang Schäuble* a déclaré au sujet de la lutte contre la crise de l'endettement: «Nous pouvons y arriver, mais en Grèce nous n'avons pas encore passé le cap.»

Source: «Hamburger Abendblatt» du 9/11/12
(Traduction Horizons et débats)

«[La sortie de l'union monétaire et une dévaluation] seraient en tout cas préférables à la présente dévalorisation par les baisses de salaire, par lesquelles on détruit l'économie nationale de nos pays. L'économie nationale sera ruinée avant qu'on ne parvienne à rétablir la capacité de concurrence. Aucun gouvernement élu n'y survivra. C'est pour cette raison que nous avons aujourd'hui cette folle instabilité politique. Mon plus grand souci est que dans ces pays, on détruit ainsi la démocratie».

Source: Heiner Flassbeck dans une interview avec le «Tages-Anzeiger» du 13/10/12

«Je ne vois plus d'avenir pour l'union monétaire européenne. Les difficultés économiques conduisent de plus en plus vers une désintégration politique. Les injures mutuelles sont à l'ordre du jour. Les pays apparemment bons font des prescriptions aux pays apparemment méchants – cela menace de détruire l'ensemble de l'intégration politique du demi-siècle écoulé. Pour moi, l'union monétaire ne vaut pas cela.»

Source: Heiner Flassbeck dans une interview avec le «Tages-Anzeiger» du 13/10/12

Et comme il a raison

Beaucoup de problèmes se posent à la France – et en voilà encore un de très sérieux! L'organisation terroriste internationale Al-Qaïda n'est plus la plus grande menace terroriste pour le pays. C'est la peur du terrorisme «fait maison» qui affole le ministère français de l'Intérieur et fait peur au pays entier. Cela a été rendu public par la découverte d'une cellule de terroristes islamiques radicaux. Au cours de l'enquête un constat effrayant est révélé: tous les suspects sont des jeunes des banlieues françaises …

Au point que le ministère de l'Intérieur a donné l'alarme pour de sérieuses raisons de sécurité publique (!) émanant d'un «terrorisme indigène». *Manuel Valls,* ministre de l'Intérieur (de père catalan, de mère tessinoise) s'exprime de façon claire: «… plusieurs douzaines, voire même des centaines d'individus représentent un danger sérieux». Et d'expliquer: «Ce sont des groupes issus de nos quartiers. Il ne s'agit pas d'étrangers mais de Français convertis et de musulmans français.» Il a aussi annoncé que «dans les semaines et mois à venir, il y aura d'autres arrestations et perquisitions» …

Comme «terreau fertile» de cette radicalisation islamiste, le ministre dénonce «la pauvreté, le manque de perspectives et la criminalité». Les maisons d'arrêts sont souvent le lieu où les jeunes désorientés sont exposés à la propagande islamiste radicale. «Il faut se poser la question de la formation des aumôniers musulmans de prison ainsi que celle des imams (!).» Le gouvernement français renonce ainsi à la théorie du «malfaiteur isolé» et du «phénomène exceptionnel» par laquelle le public, au mois de mars, devait être rassuré lors des attentats sanglants de Toulouse et de Montauban. Les enquêtes menées dans le cas de *Mohamed Merah* ont mis à jour un profil terroriste s'avérant comme typique de la menace terroriste actuelle. Merah fait partie de la jeunesse française des banlieues, il a un passeport français mais n'a aucun enracinement culturel dans le pays, un jeune homme ayant eu une situation familiale troublée, avec des perspectives professionnelles limitées, du fait d'un cursus scolaire chaotique et d'une formation médiocre. Au départ, Merah commet quelques délits et se radicalisera seulement pendant un séjour en prison …

Depuis, on a déjà arrêté onze «terroristes». Ils ont entre 19 et 25 ans. Leurs vies se distinguent par des ruptures radicales. Le visage le plus connu: *Yann Nsaku,* 25 ans, né au Congo, fêté comme un talent de la jeune génération du foot. Nsaku jouait à Bradford, mais dût renoncer abruptement à sa carrière de footballeur après une blessure. Il s'est lié peu à peu à des groupes radicaux de salafistes comme le confirme son père désarmé. Depuis un certain temps, des chercheurs français sur l'islamisme mettent en garde contre un salafisme djihadiste prêché sur internet, dans les mosquées et dans les maisons d'arrêt par une propagande intense. De jeunes gens ayant failli sont particulièrement sensibles à cette propagande qui leur apporte un message rédempteur, explique le chercheur franco-algérien spécialiste de islamisme, *Maiek Chebel.* «Les actes criminels passés et futurs sont pardonnés parce qu'ils sont justifiés par l'objectif supérieur du combat de la guerre sainte.» Et d'ajouter: «Une des affirmations salafistes adressée à la jeunesse des banlieues est qu'ils ne seront jamais de vrais Français.» Le sentiment d'être exclu se transforme donc souvent en haine de la société, souvent aussi en antisémitisme. *Olivier Roy,* autre chercheur sur l'islamisme parle même d'un phénomène de «dé-civilisation». A son avis, Al-Qaïda est le mouvement ayant le plus important pourcentage de nouveaux convertis. C'est le produit d'une rupture entre les générations. L'expérience des défaites personnelles, le sentiment d'avoir échoué constituent un fait primordial, fait observer Olivier Roy dans un rapport au gouvernement … •

Source: *Vertraulicher Schweizer Brief* du 11/10/12
(Traduction *Horizons et débats*)

«Selon le chef de l'Armée, la crise …»
suite de la page 1

projet de l'«ouverture» de tous les domaines économiques. Il n'a pas plaidé le contraire, mais pour une économie nationale raisonnable. «Il faut abandonner ce régime, même si à courte échéance cela sera dur. Les importations doivent autant que possible être remplacées par des produits indigènes. Ça fonctionne toujours, nous avons vu ça dans beaucoup de pays, même au Brésil où tout le monde a dit que ça ne fonctionnerait pas.»

> «Il y a aujourd'hui, sans qu'il y ait eu une pression préalable sur les salaires, un chômage élevé, lequel exerce par ricochet une pression sur les salaires. Cela détériore chez les gens l'espoir d'un meilleur revenu, et c'est précisément ce qui empêche l'essor économique et la réduction du chômage. C'est un cas classique de système instable – l'Etat devrait intervenir directement. Il n'y a plus d'autres moyens: la politique monétaire n'a plus aucun charme et l'augmentation des dépenses de l'Etat est tabou. Comme on refuse également les interventions dans le marché du travail, la politique économique est totalement bloquée.»
>
> *Source: Heiner Flassbeck dans une interview avec le «Tages-Anzeiger» du 13/10/12*

Si on conserve le travail dans son propre pays, si des fers à repasser sont de nouveau fabriqués en Allemagne, les chemises cousues en Italie et pas par des Coréens du Nord, le chômage sera moindre. La chemise coûtera peut-être un peu plus cher, mais qu'est-ce que ça fait? Peut-être sera-t-elle produite pour une durée de vie un peu plus longue. Les révolutions nous feront de toute façon totalement passer l'envie de porter des chemises.

Mais revenons au sujet: si Bruxelles distribue nerveusement des muselières et qualifie les scénarios du chef de l'Armée suisse ou de l'ancien chancelier Schmidt de «fantaisies du désastre», le point névralgique a probablement été touché. Donc: poursuivons!

Le chef de l'Armée a raison et mérite la reconnaissance et le respect de la population. Il montre quelque chose qui nous manque: de la force d'âme et de l'envergure. En appelant un chat un chat et en prononçant des vérités désagréables, il démontre qu'il prend sa tâche au sérieux. On peut prendre modèle sur lui.

Mais en Suisse aussi, il y a quelques retouches à faire. Pas seulement au budget de l'armée.

Il y a un an et demi, au printemps 2010, le même chef de l'Armée avait montré la même «carte des risques» comme celle qu'il vient de présenter à Bruxelles, et il avait désigné cinq pays comme étant «en danger»: la Grèce, l'Espagne, l'Italie, la France et le Portugal. Bien des collaborateurs des médias et d'autres personnes un peu entravées dans leur pensée par le ton dominant, des «experts en sécurité» et des parlementaires ont alors fait la moue. Avant tout en Suisse alémanique. André Blattmann a même dû entendre au Parlement: «Mais tu n'as pas le droit de dire ça». Ces gens n'ont pas voulu reconnaître qu'une armée qui ne peut plus appeler une menace par son nom, a un assez gros problème. Comment pourra-t-elle s'exercer alors?

> «Se précipiter dans plus d'intégration, en partant de la plus grande désintégration politique des dernières 50 années – c'est tout à fait illusoire.»
>
> *Source: Heiner Flassbeck dans une interview avec le «Tages-Anzeiger» du 13/10/12*

Ceux qui naguère l'ont accablé d'injures ont encore du pain sur la planche. On peut apprendre et devenir plus intelligent. On peut même réviser ses opinions. Si les mêmes personnes devaient retomber à présent dans le même piège de raisonnement en empêchant la pensée libre qui est d'intérêt national, nous reprendrions la totalité des articles du mois de mars 2010 et nous désignerions par leur nom ces dames et messieurs qui ont à réfléchir.

Comme dit l'adage: «La réalité n'est jamais polémique, elle est tout au plus désagréable.» •

L'appauvrissement dans la périphérie: L'avenir de l'Europe est sacrifié à une obsession

Entre-temps l'euro a plongé de larges parties de l'Union monétaire, avec la violence d'une peste moyenâgeuse, dans la misère. En Grèce et en Espagne, plus de la moitié des jeunes sont sans travail. Même les sauveteurs de l'euro à Berlin s'attendent à ce qu'Athènes reste encore 10 ans au goutte-à-goutte. L'Irlande est en train de perdre toute une génération de main-d'œuvre bien qualifiée. Au cours des derniers quatre ans, plus de 300 000 Irlandais, surtout de jeunes, ont émigré. Ce sont 7% de la population – une hémorragie qui fait penser à la famine du XIXe siècle. Dans toute la zone Euro, 18,2 millions de citoyens sont au chômage, plus que jamais depuis l'introduction de la monnaie unique en janvier 1999.

Les élites au pouvoir à Berlin, à Paris et à Bruxelles ne craignent rien plus que le précédent d'un retrait d'un membre de l'UE et l'effet domino qui pourrait s'en suivre. Si les Grecs retournaient à la drachme, ils iraient mieux après deux ou trois ans, au plus tard. Ce qui est certain, c'est que le défaut de construction de l'euro n'est pas à corriger avec davantage de dettes, l'endettement et la planche à billets peuvent avoir des conséquences néfastes. L'avenir de l'Europe est sacrifié à une obsession. La facture sera présentée aux citoyens allemands plus tard. •

Source: Extraits du *DeutschlandBrief* de Bruno Bandulet, publié dans: *Eigentümlich frei* de novembre 2012
(Traduction *Horizons et débats)*

L'argent doit rester à la maison

Chaque gouvernement à la compétence d'en finir avec la liberté des mouvements de capitaux et d'en réintroduire le contrôle

Dans le passé, la province espagnole de Catalogne n'a jamais laissé passer l'occasion de souligner son autonomie considérable et de se démarquer, où toujours cela était possible, clairement de Madrid. Justement de là, un fort appel au secours vient d'arriver. Comme troisième province, la Catalogne a adressé une demande de secours financier immédiat. C'est une demande qui n'a sûrement pas été facile à poser pour les Catalans, ce qui démontre la gravité de la situation!

Afin de pouvoir survivre les semaines prochaines, la province de Catalogne, dont les trésors sont simplement «vides», selon leur ministre des Finances, a besoin de 5 milliards d'euros d'aide d'urgence. C'est de l'argent que le gouvernement espagnol n'a naturellement pas, ce qui fait augmenter la probabilité que les «fiers» Espagnols se soumettront bientôt au «mécanisme européen de stabilité» …

La crise financière étatique et bancaire qui sévit en Espagne, s'aggrave encore fortement par une fuite de capitaux qui persiste depuis des mois. Rien qu'au mois de juillet 2012, approximativement 75 milliards d'euros ont quitté l'Espagne vers l'étranger et pour le mois d'août (dont les chiffres ne sont pas encore disponibles) un montant encore plus élevé s'annonce. C'est de l'argent qui manque gravement aux banques espagnoles. Ils en auraient besoin pour maintenir leurs bilans tant bien que mal en main, des bilans qui sont chargés gravement par des financements immobiliers en détresse. C'est pourquoi les 60 milliards d'euros de la première demande d'aide à Bruxelles sont depuis longtemps caducs. Dans le cadre de la plus grande fuite de capitaux de tous les temps, les besoins en capitaux des banques espagnoles continueront d'augmenter d'une manière incommensurable. Des agents de contrôle envoyés par l'Union européenne estiment la somme des crédits «pourris» et en détresse des banques espagnoles depuis longtemps à un montant en milliard à trois chiffres!

Dans les semaines et mois à avenir, la misère financière espagnole sera le sujet dominant de la zone Euro. Il s'agira de sommes qui laisseront apparaître les scénarios de crises connus jusqu'à présent (par exemple en Grèce et au Portugal) comme des ouvertures «anodines»!•

Source: *Vertrauliche Mitteilungen* du 11/9/12
(Traduction *Horizons et débats)*

La liberté des mouvements de capitaux est un crime

«Par la liberté des mouvements de capitaux notamment, les peuples ont été privés de leur souveraineté sur l'économie. Ceux-ci génèrent le revenu national. Ce revenu appartient au peuple, qui a le droit et le devoir de le répartir libéralement, également, fraternellement, donc démocratiquement, par une loi exerçant ses effets de manière générale. Dans les limites de la loi, les détenteurs du capital ont le droit de l'utiliser en privé. Du point de vue des constitutions propres à toute l'humanité, ils ne sont pas habilités à en priver le peuple à seule fin de privilégier leurs propres intérêts.»

Karl Albrecht Schachtschneider: Demokratie versus Kapitalismus. Vom Recht des Menschen. 2001

«La liberté des mouvements de capitaux contredit la limitation territoriale du système politique de légitimation et, partant, de l'étatisme existentiel. En une certaine mesure, elle crée une notion de brigandage privé mondial[1].»

[1] Augustin, La Cité de Dieu IV, 4-6: «Quoi d'autre que de grandes troupes de brigands sont les riches à qui le sens de la justice fait défaut.»

Karl Albrecht Schachtschneider: Freiheit in der Republik, 2007

«Le capitalisme international est, comme la liberté internationale des mouvements de capitaux, incompatible à tout jamais avec la démocratie et la justice sociale. Dans une économie de marché basée sur l'emploi des capitaux, il est contraire au système. En tant que telle, l'économie d'un peuple doit se soumettre aux lois de ce peuple. Les bailleurs de fonds ne sauraient être habilités à prescrire au peuple ses lois. […]Les gérants du capital sont les nouveaux maîtres du monde, qui s'enrichissent, comme ils l'ont toujours fait, de manière insupportable aux dépens d'êtres généralement pauvres. […]De telles méthodes sont incompatibles avec la liberté des hommes et avec la souveraineté des peuples.»

Karl Albrecht Schachtschneider: Die Souveränität Deutschlands. Souverän ist, wer frei ist, 2012

«La mondialisation du recours aux capitaux est la voie, tout d'abord couronnée de succès, qui mène à l'exploitation des peuples et à l'asservissement des Etats. La liberté des mouvements de capitaux a rendu possible cette nouvelle forme d'exploitation, dont il faudra établir la responsabilité.»

Karl Albrecht Schachtschneider: Republikanismus versus Globalismus, exemplifiziert an der Kapitalverkehrsfreiheit, ohne Jahresangabe

(Traduction *Horizons et débats)*

Beat Kappeler avertit: l'Ouest glisse vers l'abîme

Le fait de devoir faire de tels prédictions et avertissements dans de prétendus Etats hautement civilisés nous tourne l'estomac. L'ancien Occident, endetté, démographiquement mis à l'épreuve, animé par la politique, glisse économiquement vers l'abîme, mais d'abord au niveau de l'éthique. Si les avertissements de cette tribune ne suffisent pas pour vous, prenez le nouveau livre de l'historien populaire *Niall Ferguson,* «The Great Degeneration».

Ferguson y démontre que d'abord les accords, les institutions d'une société sont abandonnés. Et que le déclin économique s'ensuit puis comme supplément, il y aura des affrontements énormes, des blocages, des luttes sociales, des fronts populaires, du fascisme et de la pauvreté. En Europe, cette période n'est pas encore longtemps passée. •

Extrait de la tribune de *Beat Kappeler* dans la *NZZ am Sonntag* du 11/11/12

Le système dual de la formation professionnelle pourrait facilement remédier au chômage des jeunes

ds. Des taux de chômage des jeunes[1] de 55,6% en Grèce, 54,2% en Espagne, 35,1% au Portugal, 35,1% en Italie, 25,7% en France et une moyenne européenne de 22,8% en septembre 2012, exigent des Etats et de l'Union européenne dans son ensemble de prendre des mesures contre le chômage des jeunes, s'ils ne veulent pas que leur jeunesse soit utilisée comme chair à canon pour une révolution – révolution qu'*Helmut Schmidt* redoute et dont personne ne connaît l'issue. Les émeutes de 2005 en France ou de 2011 en Angleterre, où des rues entières semblaient avoir été bombardées, en ont fourni un avant-goût; ou les manifestations de plus en plus violentes qui ont lieu en Grèce, en Espagne, en Italie et de nouveau en France. Ni la mise sur pied de l'«*Eurogendfor*», une force de police militaire spécialisée dans la contre-insurrection, ni la construction du terrain d'exercice en Altmark (Allemagne) pour 100 millions d'euros, ne sont des solutions durables. Maintenant, ce sont les Etats qui sont appelés à apporter une contribution positive à la lutte contre le chômage des jeunes.

Il est nécessaire de réguler les marchés financiers qui ne font que spéculer dans le monde entier et de remplacer les importations, autant que possible, par des produits locaux. «C'est à l'Etat d'intervenir directement», propose l'économiste *Heiner Flassbeck*. Et *Karl Albrecht Schachtschneider* exige du point de vue du droit public que l'économie nationale en tant qu'économie d'un peuple doit être soumise aux lois du peuple et pas au pouvoir des donneurs de capitaux.

Un autre domaine est la formation professionnelle. Ici, en collaboration avec l'industrie locale, l'Etat a beaucoup de possibilités de contrer le chômage des jeunes avec efficience et de réinsérer les jeunes au travail et dans la société. L'Etat devrait soutenir des initiatives individuelles pour la formation des apprentis, favoriser la création de coopératives de production et de consommation qui s'engagent pour la formation des jeunes, ou, le cas échéant, également créer des entreprises pour former des jeunes. Un maître d'apprentissage, aidé par trois ou quatre ouvriers qualifiés et peut-être une vingtaine d'apprentis, pourrait accepter des commandes de la population et les exécuter à un prix avantageux et avec prévenance – et cela dans diverses professions. Complété par une journée de théorie par semaine, cela permettrait de développer une nouvelle génération d'ouvriers qualifiés, qui seraient capables de travailler de manière indépendante et de former de nouveaux apprentis.

En fait, les pays, qui n'ont pas le système dual de la formation professionnelle et qui ne connaissent donc pas l'enseignement de la théorie en combinaison avec le travail pratique, souffrent beaucoup plus du manque de travailleurs qualifiés et d'un taux élevé du chômage des jeunes que les pays dotés du système dual telles que la Suisse, l'Allemagne et l'Autriche. Le système dual de la formation professionnelle permettrait facilement de remédier au chômage des jeunes, aussi dans les pays à taux élevés.

Il y a assez de travail. Aujourd'hui, tout ce qui ne dégage pas un maximum de profit est mis de côté. Il faut donc recréer «une économie utile à tous» – tel est le titre d'une initiative populaire fédérale lancée en Suisse (cf. «*Horizons et débats*», n° 41 du 1er octobre 2012). Elle exige que l'économie s'adapte aux besoins des gens et non l'inverse, que les gens doivent faire le jeu de l'économie. •

[1] Selon Eurostat. Statista 2012, *http://de.statista.com/statistik/daten/studie/74795/umfrage/jugendarbeitslosigkeit-in-europa/*

Vers un retrait occidental de Syrie

par Thierry Meyssan

hd. Ce qu'un grand nombre d'experts, qui s'occupent en détail de la Syrie et de la situation de guerre dans le pays, décrit depuis longtemps, commence successivement à être connu du grand public. Un grand nombre des insurgés en Syrie n'ont rien à faire de la démocratie.

Début novembre, des images d'insurgés, qui avaient fait prisonniers des soldats de l'armée officielle syrienne et qui les avaient torturés et exécutés, ont fait le tour du monde. Aussi bien l'ONU qu'Amnesty International ont émis de graves reproches contre les rebelles et ont caractérisé leurs actions de «crimes de guerre». Il est prévu d'ouvrir une enquête au sujet de ces actes. Ce qu'il faut d'urgence, c'est un véritable dialogue de paix.

Afin de créer les conditions pour de telles négociations, le plan de paix russe qui a déjà été élaboré au courant de cet été, est une voie envisageable (cf. encadré).

La situation militaire en Syrie s'est retournée au détriment de ceux qui espéraient à Washington et à Bruxelles parvenir à changer le régime par la force. Les deux tentatives successives de prise de Damas ont échoué et il est désormais clair que cet objectif ne pourra pas être atteint.

Le 18 juillet, une explosion décapitait le Conseil de sécurité nationale et donnait le signal d'une vaste offensive de dizaines de milliers de mercenaires convergeant de Jordanie, du Liban, de Turquie et d'Irak sur la capitale. Après quelques jours de bataille acharnée, Damas était sauvée, la fraction de la population hostile au gouvernement choisissant par patriotisme d'aider l'Armée nationale plutôt que d'accueillir l'ASL.

Le 26 septembre, des jihadistes d'Al-Qaida pénétraient dans l'enceinte du ministère de la Défense, déguisés en soldats syriens et munis de faux papiers. Ils voulaient faire sauter leurs ceintures d'explosifs dans le bureau de l'état-major, mais ne parvinrent pas à proximité suffisante de leur cible et furent abattus. Une seconde équipe devait s'emparer de la télévision nationale et lancer un ultimatum au président, mais elle ne put s'approcher du bâtiment car son accès avait été bloqué dans les minutes suivant la première attaque. Une troisième équipe s'est dirigée vers le siège du gouvernement et une quatrième devait attaquer l'aéroport.

Dans les deux cas, l'OTAN, qui coordonnait les opérations depuis sa base turque d'Incirlik, espérait provoquer une fracture au sein de l'Armée arabe syrienne et s'appuyer sur certains généraux pour renverser le régime. Mais les généraux en question avaient été identifiés comme traîtres depuis longtemps et privés de tout commandement effectif. Il ne s'est donc rien passé de significatif et le pouvoir syrien est sorti renforcé de ces deux coups ratés. Il a trouvé la légitimité intérieure nécessaire pour se permettre de passer à l'offensive et d'écraser rapidement l'ASL.

Ces échecs ont fait perdre leur superbe à ceux qui caracolaient par avance en affirmant que les jours de *Bachar el-Assad* étaient comptés. Par conséquent, à Washington, les partisans du retrait sont en train de l'emporter. La question n'est plus de savoir combien de temps le «régime de Bachar» tiendra encore, mais s'il est plus coûteux pour les Etats-Unis de continuer cette guerre ou de l'arrêter. La continuer, c'est provoquer l'effondrement économique de la Jordanie, c'est sacrifier ses alliés au Liban, c'est risquer la guerre civile en Turquie, et c'est devoir protéger Israël de ce chaos. L'arrêter, c'est laisser les Russes se réinstaller au Proche-Orient et c'est renforcer l'Axe de la Résistance au détriment des rêves expansionnistes du Likoud.

Or si la réponse de Washington tient compte du paramètre israélien, elle ne prend plus en considération l'avis du gouvernement *Netanyahu.* Celui-ci a fini par indisposer à la fois en raison de ses manipulations derrière l'assassinat de l'ambassadeur *Chris Stevens* et à cause de son ahurissante ingérence dans la campagne électorale US. En définitive, si l'on envisage la protection à long terme d'Israël et non pas les exigences extravagantes de *Benjamin Netanyahu,* la présence russe est la meilleure solution. Avec 1 million d'Israéliens russophones, jamais Moscou ne laissera mettre en péril la survie de cette colonie.

Un retour en arrière est ici nécessaire. La guerre contre la Syrie a été décidée par l'administration *Bush,* le 15 septembre 2001 lors d'une réunion à Camp David, comme l'a notamment attesté le général *Wesley Clark.* Après avoir été repoussée plusieurs fois, l'action de l'OTAN a dû être annulée en raison des vétos russe et chinois. Un «plan B» a alors été mis sur pied: recourir à des mercenaires et à l'action secrète puisque le déploiement de soldats en uniforme était devenu impossible. Cependant, l'ASL n'ayant pas marqué une seule victoire contre l'Armée arabe syrienne, beaucoup ont pronostiqué que le conflit serait interminable et minerait progressivement les Etats de la région, y compris Israël. Dans ce contexte, Washington a conclu le 30 juin un accord avec la Russie à Genève, sous la houlette de *Kofi Annan.*

Toutefois, le camp de la guerre a fait capoter cet accord en organisant des fuites dans la presse sur l'engagement occidental secret dans le conflit; fuites qui ont contraint Kofi Annan à la démission immédiate. Le camp de la guerre a joué ses deux cartes maîtresses les 18 juillet et 26 septembre et a perdu. Dès lors, *Lakhdar Brahimi,* le successeur d'Annan, a été prié de ressusciter et de mettre en œuvre l'*Accord de Genève.*

Pendant ce temps, la Russie n'a pas chômé. Elle a obtenu la création d'un ministère syrien de la Réconciliation nationale, elle a supervisé et protégé la réunion à Damas des partis d'opposition nationale, elle a organisé des contacts entre les états-majors US et syrien, et elle a préparé le déploiement d'une force de paix. Les deux premières mesures ont été prises à la légère par la presse occidentale et les deux dernières ont été carrément ignorées.

Pourtant, comme l'a révélé le ministre russe des Affaires étrangères, *Sergey Lavrov,* la Russie a répondu aux craintes de l'état-major US relatives aux armes chimiques syriennes. Elle a pu vérifier que celles-ci étaient stockées dans des lieux suffisamment sécurisés pour ne pas tomber dans les mains de l'ASL, être détournées par des jihadistes et utilisées par eux aveuglément, sauf changement de régime. Elle a pu donner ainsi des garanties crédibles au Pentagone que le maintien au pouvoir d'un leader qui a prouvé son sang-froid comme Bachar el-Assad est une situation plus gérable, y compris pour Israël, que l'extension du chaos à la Syrie.

Surtout, *Vladimir Poutine* a accéléré les projets de l'*Organisation du Traité de sécurité Collective* (OTSC), l'Alliance défensive anti-OTAN réunissant l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan et bien sûr la Russie. Les ministres des Affaires étrangères de l'OTSC ont adopté une position commune sur la Syrie La logistique a été installée pour un éventuel déploiement de 50 000 hommes. Un accord a été signé entre l'OTSC et le département onusien de maintien de la paix pour que des «chapkas bleues» puissent être déployées dans les zones de conflit sous mandat du Conseil de sécurité. Et des manœuvres communes ONU/OTSC ont eu lieu du 8 au 17 octobre au Kazakhstan sous le titre «Fraternité inviolable» pour finaliser la coordination entre les deux organisations intergouvernementales. La Croix-Rouge et l'OMI y ont participé.

Aucune décision ne saurait être officialisée par les Etats-Unis durant leur campagne électorale présidentielle. Dès que celle-ci sera terminée, la paix sera envisageable. •

Source: *www.voltairenet.org*

Les chapkas – un espoir aussi pour les Juifs russes en Israël

thk. Le plan du président russe *Vladimir Poutine* comprend le stationnement de troupes de l'«Organisation du traité de sécurité collective», (OTSC), comparables aux casques bleus, dans les zones de combats. Les «chapkas» [«toques en fourrures bleues»], se composent de troupes venant de Russie et de différents peuples caucasiens. Entre 2003 et 2008, ils avaient mené une lutte persévérante contre le trafic de drogue, au Moyen- et Proche-Orient. Pendant ce temps, on avait saisi plus de 75 tonnes de drogues, dont 20 tonnes d'opium. Ces troupes ont l'expérience du combat, sont bien formées et disposent d'une grande expérience qui leur serviraient lors d'un engagement en Syrie. Ce plan prévoit qu'il soit permis aux chapkas d'arrêter des combattants étrangers. Le plan du président Poutine prévoit aussi, en dehors de l'envoi de ces casques bleus, la création d'une zone de libre-échange entre la Syrie et l'Union douanière de l'Europe orientale comprenant la Russie, la Biélorussie et le Kazakhstan. Ainsi on enlèverait un peu de la pression qui pèse sur la Syrie et sur sa population – suite aux sanctions – et qui a créé une forte augmentation des prix du pain.

La présence des chapkas pourrait être un premier pas vers la paix en Syrie. La Russie, une puissance protectrice de la population syrienne souffrante et un rempart contre le conflit belliciste importé de l'extérieur dans la région. Tout cela pourrait aussi rassurer l'importante communauté des Juifs russes en Israël. Après l'ouverture de 1990, il y a eu un vrai Exodus de Juifs des anciennes républiques de l'Union soviétique, notamment de la Russie. La «Jüdische Zeitung» parle de 900 000 à 1,5 millions d'immigrants. Les immigrants russes excellent par un quota important d'universitaires et une haute conscience professionnelle. «Ces gens sont venus pour travailler et pas pour profiter des aides sociales», peut-on lire sur le site Internet de la communauté juive de la ville de Mayence (*www.jgmainz.de*). «Ils ont contribué de façon déterminante à la société et l'économie d'Israël.» Mais depuis 2005, on doit constater un recul permanent de ces immigrations. Un grand nombre de ceux qui voulaient auparavant quitter leur pays préfèrent aujourd'hui rester dans leurs pays respectifs, parce qu'ils y trouvent de meilleures perspectives. Pour la grande communauté russe en Israël, ce serait une bénédiction d'avoir la certitude que la Russie, par sa présence, pourrait mettre fin à l'effusion de sang en Syrie, ce qui permettrait de créer une paix durable au Proche-Orient.

Attentat à la bombe à Beyrouth

Pogrome visant l'expulsion des chrétiens

ga. Le 19 octobre 2012, a été un vendredi noir. Peu après 14 heures, les élèves quittent le complexe scolaire français, vénérable et entouré de murs, dans le quartier chrétien de Beyrouth. Leurs parents viennent les chercher ou des bus les ramènent à la maison. Une puissante explosion à proximité déchire l'ambiance débridée. Sur des kilomètres, on entend la détonation et on voit le nuage de fumée au-dessus de la colline remarquable d'Achrafieh. Des parents inquiets ne reçoivent pas de renseignements par téléphone, ils doivent espérer et attendre. Auri, sept ans, descend finalement du bus et embrasse sa mère en tremblant. D'une voix saccadée, elle dit: «Je veux partir d'ici.»

Que c'est-il passé? Une bombe, placée dans une voiture, a fait huit morts et un grand nombre de blessés. Parmi les morts se trouve un chef sunnite (*Hassan*) des renseignements libanais, qui était proche de l'opposition antisyrienne. Telles étaient les premières nouvelles. On a supprimé l'information que l'attentat avait eu lieu directement auprès du quartier des milices chrétiennes (*Phalanges/Forces libanaises*). En outre, on n'a pas indiqué les noms des victimes chrétiennes.

Moins d'une demi-heure plus tard, les médias occidentaux accusent la Syrie, ceci à l'aide d'un communiqué standardisé qui fait le tour du monde. Celui qui, sans aucun examen supplémentaire, ordonne un tel communiqué, s'approche du coupable.

L'aveu naïf des coupables lors du meurtre du chanteur grec *Ibycus* s'impose: «Regarde donc Timothée – les grues d'Ibycus.» Alternativement on peu aussi dire: «Tue un ami et accuse ton ennemi.»

Des attentats politiques sont rarement tirés au clair consciencieusement. *Olof Palme, Rabin* et *Hariri* n'en sont que quelques exemples. Nous vivons dans un monde démocratique, dégénéré dans lequel des hommes d'Etat se sentent autorisés à tuer des adversaires politiques mal vus après que ceux-ci aient été criminalisés par les médias.

Après un certain temps, on peut spéculer de manière plus fondée sur les auteurs du dernier attentat à la bombe:

- Les contacts de Hassan, tué dans le quartier des phalangistes, devraient être analysés. Est-ce qu'on voulait, par des actions chrétiennes-sunnites (comme dans le camp palestiniens *el-Bared*), remettre le nord libanais qui s'était éloigné, sous le contrôle du gouvernement central libanais? Ou la sécession du Nord libanais devait-elle être consolidée secrètement, contrairement à la volonté majoritaire du Parlement libanais?
- L'attentat, s'est-il dirigé en premier lieu contre les milices chrétiennes et le centre chrétien à Beyrouth – comme réaction à la visite du pape – en vue de l'expulsion des chrétiens du Liban? Qui profite d'une expulsion des chrétiens?
- Le Liban est actuellement gouverné et stabilisé par une majorité de chiites et de chrétiens qui harmonisent bien aux niveaux religieux et culturels. Cette situation des faits assure l'axe chiite entre la Syrie, le Liban et l'Iran (ainsi qu'en direction de l'Irak). Pourtant, elle entrave la satisfaction des intérêts géostratégiques de l'Occident pour les matières premières, l'expansion d'Israël et le maintien des structures non-démocratiques dans les Etats pétroliers sunnites. Des wahhabites/salafistes sunnites semblent avoir été engagés par ce groupe pour détruire l'axe chiite – d'abord en Syrie, maintenant au Liban. Le but est la destruction des chiites et de leurs collaborateurs chrétiens. Ce contexte doit être particulièrement respecté pour tous les attentats.

Lors de sa visite au Liban, le pape a fait appel à la paix, l'union des chrétiens et à leur maintien au Liban. Le nouvel attentat va faire partir beaucoup de familles chrétiennes du pays. Evidemment, le destin des chrétiens du Proche-Orient est sans aucun intérêt pour les Occidentaux avides des matières premières. Ils s'attirent ainsi à longue vue une dangereuse réponse extrémiste, sous laquelle va particulièrement souffrir l'Europe, si elle ne développe pas une politique autonome. •

Les rebelles syriens perdent leur supériorité morale

Leurs partisans en ont assez de l'arrogance, des crimes et des actes horribles

par Anne Barnard

«Ils auraient dû être la force vive sur laquelle nous voulions nous appuyer pour construire une société civile.»

Après vingt mois de guerre civile en Syrie, la violence et la désintégration sociale ne cessent de s'amplifier, du fait que tant le gouvernement que les rebelles utilisent des tactiques toujours plus brutales sans pouvoir avancer. Les Syriens en ont assez, saisis d'horreur et de désespoir et craignent qu'aucune des deux parties ne puisse mettre une fin à ce conflit.

Même les partisans du gouvernement du président *Bashar al-Assad* semblent prendre conscience du non-sens de cette violence extrême qui n'offre aucun succès. Mais le plus fort revirement s'est fait parmi les partisans des rebelles qui avaient longtemps accaparé la supériorité morale du combat contre la dictature, mais se voient contraints de condamner l'arrogance, le comportement criminel et les exécutions commises par leurs propres troupes.

Les derniers cris de protestation ne se dirigent pas contre le gouvernement, mais contre les forces armées des rebelles. «Nous voulons une réforme de l'Armée libre syrienne, nous vous aimons, mais corrigez votre route», tel était le cri des foules.

Les derniers faux-pas, voire horreurs commis par des rebelles ont réduit l'enthousiasme de nombreux partisans civils, alors que leur dévouement avait été un soutien important pour les combattants dans leur lutte contre une force supérieure. Des offensives mal menées ont provoqué des mesures de rétorsion et des destructions, notamment dans la plus grande ville syrienne, Alep, une ville historique, qui perpétuait un fier héritage de tous les Syriens depuis des siècles.

Les nombreux échecs subis par les rebelles se sont étendus du fait de la modification du caractère de l'opposition qui s'est transformée d'une force militaire composée de personnes civiles et de déserteurs, qui ont saisi les armes pour s'opposer à la violence meurtrière du gouvernement contre les foules qui manifestaient paisiblement, à une force menée de plus en plus par des djihadistes islamiques extrémistes.

Cette radicalisation de l'opposition a aussi incité les capitales occidentales à plus de retenue, notamment dans leurs fournitures d'armes nécessaires pour vaincre. Elles se sont efforcées donc, mais avec peu de succès, de trouver une autre voie pour en finir avec cette guerre d'usure. Washington s'est engagé à aider pour la formation d'un gouvernement en exil et la Turquie a envisagé d'instaurer de-facto une zone d'interdiction de vol dans le nord de la Syrie.

Des comportements isolés provoquant des destructions insensées et le fait d'humilier stupidement, de même que l'exécution de sang-froid de prisonniers ont donné l'impression aux Syriens que de nombreux rebelles ne valaient pas mieux que le gouvernement qu'ils combattaient. La semaine dernière a paru une vidéo montrant des rebelles forçant à terre des soldats syriens enchaînés pour ensuite leur tirer dessus; les Nations Unies ont déclaré cela comme étant une preuve d'un crime de guerre.

«Ils auraient dû être cette force vive sur laquelle nous voulions nous appuyer pour construire une société civile», s'est exclamé un militant civil à Sargeb, une ville du Nord, dans laquelle cette vidéo avait été filmée ce dernier jeudi. Selon lui, il avait observé des rebelles, ce jour-là, qui avaient chassé des soldats d'une fabrique de lait avant de la détruire, alors même que la population avait besoin de ce lait et avait une bonne relation avec le propriétaire. «Ils ont tiré des obus sur la fabrique et ont tout dérobé, ce sont des actes répugnants» a déclaré le militant.

Certains des partisans les plus convaincus de la rébellion commencent à craindre que les souffrances de la Syrie – les pertes humaines, la destruction des liens sociaux, l'anéantissement de l'héritage – sont vaines.

«Nous pensions que la liberté était à portée de main» avait déclaré un combattant, du nom d'*Abu Ahmed* et dont la voix était recouverte d'un voile d'amertume alors qu'il s'exprimait par Skype, le mois dernier, à partir de Maaret al-Noaman – une ville stratégique près de l'importante route menant d'Alep à Damas. Quelques heures plus tard, la victoire des rebelles s'est terminée en désastre lorsque des tirs aériens du gouvernement ont tué des civils qui avaient cru pouvoir revenir dans un lieu sécurisé.

«Ce qui montre que c'était un gros mensonge», s'exprime Abu Ahmed à propos du rêve d'un gouvernement autonome qui l'avait incité à prendre la commande d'un petit groupe de rebelles venant de Sinbol, son village qui se trouve à proximité. «Nous ne pouvons pas l'obtenir. Nous ne pouvons pas même imaginer la démocratie – nous serons affligés pendant des années. Nous déplorons des victimes des deux côtés.»

Comme le démontrent les nombreuses interviews de Syriens, une série de catastrophes suscite le dégoût et la frustration des deux côtés.

En juillet, une attaque à la bombe des rebelles a tué quatre hauts fonctionnaires dans un bâtiment fortement gardé à Damas, ce qui a provoqué une nouvelle insécurité parmi les partisans du gouvernement. L'utilisation accrue par les rebelles de bombes de gros calibre qui tuent les badauds et la prolifération d'attaques de commandos aux programmes religieux extrémistes ont éveillé des deux côtés des inquiétudes.

En septembre, les rebelles ont déclenché une offensive à Alep qui a provoqué des combats sanglants dans une région auparavant calme, cela sans apporter l'amélioration promise ou du moins espérée.

Tentant de réduire les désertions et de diminuer la charge pesant sur les militaires, le gouvernement a maintenu les troupes dans leurs bases pour, en revanche, engager de façon plus conséquente l'aviation et l'artillerie, ce qui a fait que des quartiers entiers ont été rasés. Toutefois, ce changement de stratégie n'a amené ni contrôle ni sécurité. La capitale Damas ressemble à Bagdad lorsque cette dernière était en mains américaines et en mains rebelles; les bâtiments officiels sont entourés de remparts les protégeant des explosions et les points de contrôle réduisent le commerce et empêchent une vie normale.

Après avoir été témoin d'une attaque à la bombe des rebelles et d'une attaque aux armes légères contre un bâtiment gouvernemental situé au centre de la ville, le chauffeur d'un commerçant aisé a remarqué que les mesures de sécurité visible lui faisaient peur – sans pour autant être efficaces.

«J'aimerais que quelqu'un du gouvernement me donne une réponse, dit-il, le gouvernement n'est pas capable de protéger les principaux bâtiments de l'armée et de la sécurité, comment peut-il nous protéger et diriger le pays?»

Même dans la plus solide base d'Assad, la minorité des Alawites, le mécontentement se fit jour lors d'une échauffourée dans un café à Qardaha, la ville des aïeux du président. Certains Alawites se plaignent d'être marginalisés et maltraités par des milices alawites fidèles au gouvernement.

Selon *Fadi Saad,* qui tient une page Facebook sous le nom de «Alawites dans la révolution syrienne», le nombre important de victimes parmi les Alawites, qui représentent le gros des troupes gouvernementales et des milices, inquiète fortement.

Du côté des rebelles, la bataille d'Alep a provoqué de fortes frustrations parmi les partisans civils qui se sentent dominés par les gens armés. Une militante d'Alep raconte avoir discuté avec des combattants pour savoir comment s'y prendre pour interrompre les voies de ravitaillement du gouvernement sans détruire la ville – en vain. Selon elle, les rebelles veulent la gloire et la publicité, même au risque de pénétrer dans la vieille ville et d'y provoquer les tirs du gouvernement qui ont ensuite déclenché un incendie qui a détruit leur marché datant du Moyen-Age.

«A quoi bon risquer la vie des gens?», s'est demandé cette activiste. «L'Armée libre syrienne ne fait que couper les ongles du régime – nous aimerions voir des résultats.»

Un autre militant d'Alep, *Ahmed,* rapporte qu'il avait prié les rebelles de ne pas camper dans l'office des télécommunications. Ils n'en ont pas tenu compte et les attaques du gouvernement ont eu pour résultat de détruire les communications.

Il se souvenait aussi qu'un autre combattant a tiré en l'air parce qu'on ne le laissait pas passer dans la file d'attente devant une boulangerie. Un autre a piqué une colère, du fait qu'un homme qui lavait sa voiture, l'avait par erreur arrosé. «Il lui a tiré dessus, mais par chance il était un mauvais tireur, ce qui a sauvé l'homme.»

Les dirigeants de l'organisation faîtière «Armée syrienne libre» prétendent s'en tenir aux standards éthiques et affirment que la plupart des excès viennent du camp du gouvernement, mais quant à ceux des rebelles, ils ne seraient dus qu'à certains groupements aux comportements criminels.

Puis, la semaine dernière a apparu la bande vidéo: des hommes qui se tordent par terre, leurs regards fixés vers le haut et criant d'épouvante. Des rebelles se tiennent au-dessus d'eux et hurlent des ordres et des injures dans une totale cacophonie. Certains portent des habits de combat, mais ils se conduisent comme une bande de voyous et non pas comme une unité militaire: ils se bousculent, se poussent, envoient des coups de pieds aux prisonniers et les obligent à se mettre en tas. Tout à coup on entend le bruit d'armes automatiques, et on voit de la poussière monter du tas, puis le silence.

«Toutes ces horreurs que commettait auparavant le régime, c'est maintenant l'A.S.L. qui les commettent» précise *Anne*, une employée des finances à Damas au sujet de ces comportements récents.

Elle accuse le gouvernement pour le comportement fâcheux de la société, mais estime que les rebelles ne valent pas mieux. «Ce sont des ignorants avec des armes».

Après les attaques aériennes à Maaret al-Noaman, le combattant déçu Abu Ahmed déclara que les Syriens pleureraient s'ils voyaient la destruction de la ville «de notre célèbre poète et philosophe» *Abu al-Ala al-Ma'arri.*

Ce poète du Xe siècle, un sceptique et rationaliste, enterré dans cette ville actuellement détruite, s'est souvent exprimé sur la désillusion et les faiblesses de ceux qui se prétendaient des héros: «Combien de fois nos pieds se sont-ils posés sur de la poussière/Les sourcils d'un arrogant, le crâne de quelqu'un de charmant?»

Abu Ahmed confia avoir vu le musée des mosaïques pillé d'abord par les soldats, puis par les rebelles, le tout recouvert de détritus. «J'ai vu des cadavres tant des rebelles que des troupes gouvernementales, j'y ai aussi vu des bouteilles de bière. Vraiment, j'en ai perdu la parole.» •

Source: © *International Herald Tribune* du 9/11/12
(Traduction *Horizons et débats*)

Israël planifie-t-il une «attaque électromagnétique» contre l'Iran?

Le journal britannique «Sunday Times» a récemment informé des craintes des «services secrets américains» qu'Israël pourrait planifier d'attaquer les installations nucléaires iraniennes avec des armes électromagnétiques. Il est concevable d'utiliser des armes à micro-ondes pour créer des impulsions électromagnétiques, mais aussi de déclencher une ogive nucléaire à grande altitude. Dans les deux cas, on détruirait d'immenses quantités de pièces électroniques, ce qui paralyserait en grande partie les infrastructures iraniennes et stopperait pour un certain temps le programme nucléaire. •

Source: *Vertrauliche Mitteilungen* du 18/9/12
(Traduction *Horizons et débats*)

Convention du CICR relative au traitement des prisonniers de guerre

Art. 13

Les prisonniers de guerre doivent être traités en tout temps avec humanité. Tout acte ou omission illicite de la part de la Puissance détentrice, entraînant la mort ou mettant gravement en danger la santé d'un prisonnier de guerre en son pouvoir, est interdit et sera considéré comme une grave infraction à la présente Convention. En particulier, aucun prisonnier de guerre ne pourra être soumis à une mutilation physique ou à une expérience médicale ou scientifique de quelque nature qu'elle soit qui ne serait pas justifiée par le traitement médical du prisonnier intéressé et qui ne serait pas dans son intérêt.

Les prisonniers de guerre doivent de même être protégés en tout temps, notamment contre tout acte de violence ou d'intimidation, contre les insultes et la curiosité publique.

Les mesures de représailles à leur égard sont interdites.

Convention de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre, conclue à Genève le 12 août 1949

***

me. La «Puissance détentrice» mentionnée dans la Convention semble être, dans le cas de la guerre de déstabilisation importée de l'extérieur en Syrie, un groupe d'Etats. En font partie tous les Etats qui soutiennent les troupes irrégulières par des armes, de la munition, de la logistique, des «instructeurs» et de l'espionnage. Selon les compte-rendus, ce sont la France, l'Angleterre, l'Allemagne, la Turquie, le Kuweit, l'Arabie saoudite, Israël et les Etats-Unis. Tous ces pays portent la responsabilité pour «leurs troupes», ils sont donc Puissances détentrices dans le sens des Conventions de Genève et peuvent donc être soumis à des sanctions.

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél.+41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs / 108.– euros

ISSN 1662 – 4599

© 2012 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

En Chine, le principe de l'Etat de droit offre les bases pour les espoirs démocratiques à long terme

par Kishore Mahbubani

ev. Alors que l'Occident montre du doigt la Chine en répétant ses remontrances disant qu'elle aurait besoin de «davantage de démocratie», le regard d'un observateur attentif, et connaisseur du développement asiatique, tel que Kishore Mahbubani, est très fructueux: Il voit les gigantesques défis auxquels la politique chinoise est confrontée; ses recommandations ne sont pourtant pas guidés par une arrogance occidentale, mais proviennent quasiment de l'expérience intérieure de l'évolution en Asie. Il *jette de manière directe et limpide le regard sur les expériences des plus de 80% des populations mondiales non-occidentales qui tirent leurs propres conclusions, face à l'état du monde occidental lui-même, et après les expériences faites avec la «bombocratie» occidentale, les chasses aux drones ou autres «interventions humanitaires», par exemple en Afghanistan et en Irak. Ses recommandations ne sont pas issues d'une quête du pouvoir menteuse; elles se lisent plutôt comme les observations d'un compagnon de route dans un temps de changements. Ainsi il reconnaît également les performances du développement chinois: promouvoir, de façon sensible, 1,2 milliards de personnes dans leurs conditions de vie est une performance qu'attendent encore plus d'un milliard d'êtres humains affamés dans le reste du monde.*

Les leaders chinois se trouvent face à un défi unique en son genre. Le système politique de la Chine a apporté à ses populations l'amélioration de leur niveau de vie la plus rapide et jamais vue dans une des sociétés de ces derniers temps. Mais elle est observée en même temps de très près, puisque l'attention publique revendique, haut et fort, encore davantage de démocratie.

Vu la qualité extraordinaire de ce défi, les leaders chinois devront manifester, quant à leurs choix par rapport aux changements et évolutions, une créativité et un renouvellement extraordinaires. Tout changement abrupt de système serait un désastre, ce que l'effondrement de l'Union soviétique nous a appris.

Un changement brusque d'un jour à l'autre vers la démocratie a abouti, en effet, à un rétrécissement dramatique de l'économie russe, à la chute du niveau de vie et à des souffrances massives de la population russe. Mais l'immobilisme et le renoncement à toute réforme du système politique seraient également erronés.

Puisque, en Chine, la plus grande classe moyenne du monde est en train de se développer, il est inévitable que cette classe moyenne insiste pour avoir son mot à dire quant aux évolutions que connaîtra l'avenir chinois. Le système politique chinois doit donc emprunter une approche «Big-Tent» et y impliquer une multitude de voix. Parallèlement, davantage de «démocratie à l'intérieur du parti», en combinaison avec davantage d'élections au sein du *Parti communiste chinois* (PCC), auraient un effet fructueux.

En plus, cela aiderait le PCC de mener un débat sur la question de savoir si la Chine, en faisant des efforts pour la réforme de son système politique, devrait opter pour davantage de démocratie ou davantage de principes d'Etat de droit. En Occident, il y a le consensus public que la voie vers davantage de démocratie est l'option unique. Mais, derrière ce consensus public, il y a chez les privés de plus en plus de doutes quant à la capacité du système démocratique à résoudre une série de problèmes fondamentaux auxquels les sociétés occidentales sont confrontées.

En théorie, les démocraties créent «un gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple», comme le formulait en son temps l'ancien président américain *Abraham Lincoln* dans son «Gettyburg-Address». En pratique, les démocraties sont devenues des gouvernements, élus par le peuple, soutenant de puissants intérêts particuliers.

Le système politique des Etats-Unis a été repris par une série d'organisations parasitaires de lobbying, qui privilégient des intérêts particuliers avant les intérêts généraux du peuple.

Un tel système serait une catastrophe pour la Chine.

Pendant que la Chine se prépare, lentement et à long terme, à la démocratie, elle devrait pourtant, à court terme, plus insister sur davantage d'Etat de droit. Un plus grand poids du droit apportera au peuple chinois davantage de confiance dans l'existence d'un code légal qui vaut à la fois pour les dirigeants et pour les partisans. Cela signifie que les mêmes tribunaux, condamnant un simple ouvrier à la prison pour meurtre, condamneraient aussi *Bogou Kailai* pour meurtre. L'observation qu'il existe un code légal, valable pour chaque citoyen indépendamment du rang et de la position, renforcerait sensiblement la légitimité du système politique chinois.

En soumettant les plus de 80 millions de membres du PCC aux règles du droit identiques, cela semblerait, à première vue, une perte de puissance et d'influence du PCC. Mais si le public commence à remarquer que les membres du PCC sont soumis au même droit étatique et aux mêmes tribunaux que les simples citoyens, cela pourrait, paradoxalement, avoir l'effet d'augmenter l'optimisme et la confiance du public envers le PCC.

Davantage de principes d'Etat de droit apporteraient aussi, à long terme, encore d'autres résultats propices. Avec ceux-ci, tout exercice arbitraire du pouvoir commis par des fonctionnaires locaux et régionaux serait endigué. De l'autre côté, cela pourrait amener un recul des émeutes sociales régulières. Si les gens peuvent être sûrs qu'avec leurs plaintes éventuelles de toute espèce, ils ont le droit de s'adresser à des tribunaux indépendants et fiables, ils auraient moins tendance à aller dans la rue.

En effet, une domination plus stricte du droit est le meilleur mécanisme de longue durée pour réduire les occasions de recourir aux révolutions «colorées» telles que l'Ukraine et la Géorgie l'ont vécu.

Si l'on essaie de renforcer les principes de l'Etat de droit, il importe de se rappeler qu'il est facile de trouver de bonnes lois. Il y a des milliers d'années que l'on conçoit de bonnes lois. Mais il est plus difficile de disposer d'hommes et de femmes capables de réaliser ces principes.

Une leçon importante que Singapour a appris, c'est qu'il est important de trouver les bonnes personnes quand il s'agit des élections de juges. Il est tout aussi important de bien les rémunérer et de les protéger pour garantir qu'ils ne se laisseront affaiblir ou séduire, ni par l'argent ni par la puissance.

Pendant des siècles, tout au long de ses fleuves les plus importants, la Chine a construit d'immenses digues pour empêcher les grandes inondations de déferler sur ses terres et de les détruire. De la même manière, une bonne armée de juges, forts et honnêtes, peut avoir l'effet d'une puissante digue pour empêcher les grandes marées d'émeutes sociales et politiques. C'est pourquoi la Chine devrait, avant la promotion de la démocratie, faire avancer plus solidement les principes de l'Etat de droit. •

Source: *Global Times* du 14/1/12

(Traduction *Horizons et débats)*

[1] Une approche «Big-Tent» ou un parti «Catch-all» tente d'impliquer les personnes de toutes les couches sociales et appartenant à différentes conceptions du monde, tout en se donnant pour but de représenter, d'une manière équilibrée, de vastes couches d'électeurs dans leur diversité d'intérêts.

Ce que nous, les citoyens des Etats européens, pourrions exiger des USA ... et de nos propres gouvernements

par Karl Müller

«Tous les peuples ont le droit de disposer d'eux-mêmes. En vertu de ce droit, ils déterminent librement leur statut politique et assurent librement leur développement économique, social et culturel.»

Article 1, alinéa 1 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques

Le jour des élections présidentielles aux Etats-Unis, la «Frankfurter Allgemeine Zeitung» a publié une interview avec le néoconservateur éminent *Robert Kagan,* qui était en même temps le conseiller en matière de politique extérieure du candidat républicain aux présidentielles, *Mitt Romney.* Le fond de l'interview était la déclaration que les USA garderaient aussi au XXIe siècle leur position dans un monde unipolaire, dominé par eux. Un monde multipolaire, et même un monde d'Etats égaux en droits, ne serait «ni stable ni pacifique»; car il n'y aurait plus de «policier mondial». Ce que les USA devraient faire de plus important, serait de maintenir le budget militaire au moins à l'état actuel.

Robert Kagan fait partie de ces Américains qui, depuis bien des années, disent sans détour ce qu'ils pensent du reste du monde, et qu'il ne peut rien arriver de meilleur au monde que de se soumettre à la politique des USA. Et il faut ajouter: même si les formulations et le style varient suivant la couleur, c'est dans le fond la vraie conviction de la majeure partie des élites américaines.

Au plus tard depuis *Kishore Mahbubani,* nous savons cependant que presque 90% du monde ne pensent pas ainsi. Mais qu'en est-il de l'Europe? Et qu'exigeons-nous, citoyens des Etats européens?

Nous pourrions féliciter *Barack Obama* pour sa réélection, mais aussi dire clairement ce que nous exigeons.

Nous pourrions exiger que l'histoire européenne depuis la Seconde Guerre mondiale soit retravaillée – de manière obligée à la vérité. Récemment un collaborateur scientifique de la fraction de la Gauche au Parlement européen, *Andreas Wehr* («Die Europäische Union», 2012, ISBN 978-3-89438-498-2), a essayé de faire un tel travail et il est arrivé au résultat que ce qui, plus tard, est devenu l'Union européenne n'a jamais été un projet européen, mais américain. Et cela non pas pour assurer la paix en Europe, mais avant tout pour pouvoir mieux imposer les intérêts économiques et financiers des USA.

Nous pourrions exiger que les Etats-Unis respectent la Charte des Nations Unies, c'est-à-dire qu'ils renoncent aux guerres d'agression et qu'ils respectent l'égalité et la souveraineté de tous les Etats de ce monde.

Nous, les citoyens des Etats européens pourrions exiger des Etats-Unis qu'ils ferment toutes les bases militaires en dehors de leur pays, et qu'ils limitent à ce qui est le droit et le devoir de tout pays: de stationner des troupes uniquement dans son propre pays et de ne dépenser pour l'armée que ce qui est nécessaire pour la défense du pays.

Nous pourrions également exiger que les Etats-Unis n'utilisent à l'avenir dans leur politique extérieure ni *hard power,* ni *soft power* ni *smart power,* mais qu'ils commencent à régler leurs relations avec d'autres pays au moyen de négociations ouvertes et sur un pied d'égalité. C'est aussi valable lorsque un américain désire acquérir des matières premières d'autres pays.

Nous, les citoyens des Etats européens pourrions exiger que les Etats-Unis arrêtent de développer des armes à destruction massive de plus en plus terribles et qu'ils prennent, au lieu de cela, des initiatives de désarmement honnêtes et sérieuses.

Nous pourrions exiger que les Etats-Unis arrêtent de déstabiliser d'autres Etats. Nous en Europe, conscients des signes avant-coureurs de toutes les guerres, nous connaissons les tentatives de décomposer et de diaboliser d'autres Etats et gouvernements. De telles représentations hostiles des autres Etats n'ont plus de place dans un monde qui devrait s'unir de façon pacifique et égalitaire.

Nous pourrions exiger que la politique américaine soit aussi tenu d'accepter que chaque pays règle l'ordre économique d'après la volonté de son propre peuple. C'est le seul principe qui correspond au *Pacte international relatif aux droits civils et politiques*, également ratifié par les Etats-Unis. On peut lire dans l'article 1, alinéa 1: «Tous les peuples ont le droit de disposer d'eux-mêmes. En vertu de ce droit, ils déterminent librement leur statut politique et assurent librement leur développement économique, social et culturel.»

Il n'existe aucun argument convaincant expliquant pourquoi le désordre de l'économie mondiale devrait continuer ainsi. Et non plus pourquoi chaque pays devrait maintenir une sorte de capitalisme qui ne sert qu'à une minorité, qui n'est pas équitable et qui rend impossible la paix dans le monde.

Evidemment nous, les citoyens d'Etats européens, pourrions exiger encore bien des choses, pour que la politique des Etats-Unis ne suive plus les directives d'un Robert Kagan dans les années à venir, mais travaille à l'avènement d'un monde plus pacifique et plus équitable socialement.

Et à toutes ces exigences nous ajouterons bien sûr nos vœux pour que les Etats-Unis apportent la paix et la justice aussi à leur propre peuple.

Finalement nous devrions aussi exiger de nos propres gouvernements en Europe tout ce que nous exigeons des USA. Nous devrions prononcer de telles exigences avec insistance pour que les gouvernements des Etats européens se retrouvent bientôt aux côtés de leurs citoyens. Cela serait très important aussi pour l'avenir de la politique des Etats-Unis. •

Un chiffre d'affaires record des armuriers américains

Les soucis que se font un grand nombre d'Etats arabes concernant un éventuel affrontement armé avec l'Iran ont permis à l'industrie de l'armement américaine de réaliser l'année passée un chiffre d'affaires record. Les recettes des exportations des armuriers américains ont augmenté de 21,4 milliards de dollars en 2010 à 66,3 milliards en 2011. La grosse part de cette somme est due à l'exportation d'avions de chasse et de systèmes antimissiles vers l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis et Oman. •

Source: *Vertrauliche Mitteilungen* du 4/9/12

(Traduction *Horizons et débats*)

Des coopératives en Espagne comme remède contre le chômage

par María R. Sahuquillo/Raquel Vidales

gl. La crise économique et la crise de dettes en Espagne: 25% des gens sont au chômage, et même 52% parmi les moins de 25 ans. Comment est-ce que les gens le vivent, comment essaient-ils de venir à bout de la situation? Il est difficile de se faire une image en lisant les journaux espagnols. Outre le fait que dans toute l'Europe on ne reçoit qu'un seul quotidien espagnol «El País», et même celui-là parfois seulement de la veille, on transmet dans les médias une image de l'Espagne qui ne correspond pas à l'impression d'un visiteur occasionnel.

La cohésion des familles en Espagne est encore très forte, on se serre dans les appartements et l'on prend des sous-locataires. Beaucoup de familles vivent pour une bonne part de la retraite des grands-parents qui date encore des années de vaches grasses. La génération précédente permet à la jeune génération au chômage une vie de consommateurs relativement aisés. L'économie parallèle est bien répandue.

Lorsqu'on entre en conversation avec des Espagnols, on entend dire que ces dernières décennies l'Espagne aurait vécu au dessus de ses moyens, que le boom de la construction avec toutes ses conséquences aurait été excessif. Le mécontentement de beaucoup d'Espagnols concerne avant tout le mauvais gouvernement (sous le socialiste Zapatero, mais aussi le gouvernement actuel du conservateur Mariano Rajoy). Le fait que les réductions des prestations de l'Etat touchent avant tout les plus pauvres, suscite un mécontentement général. L'Espagne est le pays d'Europe où l'écart entre riches et pauvres s'est aggravé le plus ces dernières années. Ce développement a commencé déjà sous le gouvernement socialiste.

Le fait que les coopératives, qui ont dans différentes régions de l'Espagne une tradition de longue date, vivent aujourd'hui un renouveau, peut donner de l'espoir. Les citoyens prennent eux-mêmes leur vie en main.

Le complexe sportif citadin *Manuel Santos García* dans la localité sévillane de Gerena offre une multitude d'activités. Des cours de natation et d'aquagym dans la piscine chauffée, du basket, du football en salle, du Pilates, de l'aérobic, des danses de salon, du salsa, du merengue, du skating. Et tout cela non pas issu d'une initiative de la mairie étranglée par la crise comme beaucoup d'autres en ce moment, mais grâce à la ténacité de quatre citoyens qui ont fait des efforts pour donner une utilisation à ce terrain; le centre sportif gigantesque avait été construit avec des moyens du plan E et inauguré en 2008 en grande pompe. Mais par manque d'argent, on ne l'avait jamais vraiment utilisé jusqu'à la mi-2010.

Si les services administratifs ne savent rien en faire, nous en faisons quelque chose nous-mêmes, se sont dit ces citoyens. Et ils se sont mis à l'œuvre. Ils ont fondé une coopérative, *Aquasport*, se sont présentés à un concours ouvert pour recevoir l'adjudication pour la direction de l'entreprise, et en janvier 2011, ils ont mis en route leur projet en transformant les installations en un espace dynamique, ouvert à toute proposition qui sert la population. Aujourd'hui on y célèbre même des fêtes et des anniversaires.

Ne pas attendre jusqu'à ce que l'Etat s'active

L'histoire du centre sportif de Gerena est un exemple qui montre comment les coopératives reprennent diverses fonctions sociales qui ne sont plus accomplies par l'Etat-providence à cause de la crise. Il y a de plus en plus de tels exemples: des services de santé, des soins pour les personnes dans le besoin et les handicapés, des services financiers, dans les domaines de la formation, des énergies renouvelables, des activités culturelles, de l'agriculture … En Espagne il y a 22 171 coopératives, d'après le renseignement de l'association espagnole des entreprises sociales *Cepes*. Plus que la moitié d'entre elles sont orientées vers les services; des entreprises qui survivront, bien que leur nombre ait diminué en général au fur et à mesure de l'évolution du désastre immobilier qui avait atteint bien des coopératives d'habitation et de construction. «Les coopératives qui sont créées maintenant sont des coopératives de travail, de consommation et d'utilisateurs, ou bien elles sont actives dans le domaine de la formation …», explique *Francisco José Martín*, spécialiste de l'économie sociale. D'après les indications du ministère du Travail, 223 entreprises de ce genre se sont fondées entre janvier et mars de cette année.

Déjà depuis plus de 100 ans les coopératives font partie de l'économie dans divers secteurs dans le monde entier. Maintenant, en ces temps difficiles, beaucoup d'entre elles offrent des réponses innovatrices aux défis résultant de la crise. «Ce sont des réponses issues de la coopération entre être humains; au lieu d'attendre jusqu'à ce que les autorités présentent des solutions, les citoyens cherchent une solution par leurs propres moyens», analyse *Iñigo Bandrés* du réseau pour une économie sociale et alternative *Reas*. «Tout comme après la guerre civile, où beaucoup de villages, qui étaient privés d'éclairage électrique et d'eau courante, ont fondé des coopératives pour leur autosuffisance, ce modèle peut aujourd'hui servir pour compenser les réductions de prestations du gouvernement dans beaucoup de domaines sociaux», confirme *Ana Isabel Ceballo,* présidente de l'Association des coopératives de consommation en Espagne (UNCCUE).

Une maison de retraite où l'être humain compte davantage que son argent

Le complexe *Servimajor* n'est pas issu de mesures d'économie, mais pour couvrir un besoin jusqu'alors jamais assumé par les autorités: un village de 3200 habitants, *Losar de Vera,* dans la province de Cáceres, voulait avoir une maison de retraite. A un moment donné, *Santiago Cañades,* alors âgé de 74 ans, et un des ses voisins ont eu l'idée de se réunir dans une coopérative et de construire un centre. De plus, il devrait être à leur goût. «Nous avons voulu un bon endroit où nous pourrions aller lorsque nous ne pouvons plus nous débrouiller seuls. Les maisons de retraite privées ne nous conviennent pas. Là, l'argent compte davantage que l'être humain, c'est pourquoi nous avons pensé à un autre modèle», explique Cañades. Un endroit où l'on ne dépendrait ni des autorités ni de ses propres enfants, et où l'on aurait accès à prix coûtant après avoir investi une certaine somme.

Servimajor – entouré d'un jardin et offrant plusieurs fois par semaine les services de physiothérapie et d'un coiffeur – a été inauguré en 2010 avec 124 places. 150 coopérateurs y participent, dont 90 ne sont pas encore à la retraite. Ceux-là peuvent, comme *Francisco Martín,* 57 ans, et coopérateur numéro 3, mettre leur place à disposition de leurs parents ou du marché. […]

Ouvrir un commerce en temps de crise

Felix Martín, secrétaire général de l'association espagnole des coopératives de consommation, confirme que les coopératives ne comblent pas seulement les lacunes issues de la dégradation de l'Etat-providence, mais offrent en plus une bonne possibilité de pouvoir ouvrir un commerce en période de crise. C'est une manière plus naturelle de le faire, avec plus de soutien parce qu'il y a les coopérateurs. Et cela présente moins de risques», assure-t-il.

Les coopératives bénéficient de quelques avantages fiscaux, tout comme quelques autres formes d'entreprises, mais elles doivent investir une partie de leurs bénéfices dans un fonds destiné à la formation et la formation continue de leurs membres, et dans des activités sociales pour la promotion du système des coopératives. Toutefois, d'après le dire d'experts, on ne peut pas compter sur le soutien public nécessaire. «Il n'y a ni soutien ni politique pour promouvoir l'économie sociale ou les coopératives», déclare Bandrés. En outre, beaucoup de coopératives, ayant assumé des tâches du service public, doivent assister au fait qu'une grande partie des moyens dont ils ont vécu jusqu'à présent ont encore été diminués.

Mais malgré tout, ces coopératives et d'autres résistent aux coups de la crise. D'après des indications statistiques, elles savent mieux faire face que d'autres formes d'entreprise en se serrant la ceinture. «Elles adaptent leurs conditions de travail pour maintenir les postes de travail», explique l'expert de *Reas*. Ou bien elles essaient même d'en créer davantage. «Nous ne devons pas faire de bénéfices et nous ne sommes pas obligés de rendre des comptes à des entrepreneurs capitalistes. Notre seul but est de réaliser notre salaire de 1200 euros par mois et d'offrir un bon service à la communauté», explique Francisco José Martín, le président de la coopérative d'*Aquasport*. Pour cette raison, le centre sportif à Gerena peut offrir bien plus d'activités que l'entreprise qui était propriétaire de la concession de 2008 à 2011, et qui s'est bornée à vendre des abonnements et de maintenir l'ordre sur le terrain. Dans l'état actuel, les coopératives surmontent mieux les hauts et les bas de l'économie: l'objectif n'est pas de s'agrandir, mais de résister.

Joan Segarra, chef de service pour les initiatives dans le domaine social de l'association des coopératives de travail de la Catalogne, souligne une autre raison pour laquelle de telles entreprises grandissent en pleine crise: la hausse inexorable du chômage et le travail indépendant comme issue. «Ces derniers temps, tous les séminaires que nous proposons pour conseiller des jeunes entrepreneurs sont pleins. Beaucoup de participants ont perdu leur travail et ont décidé d'en faire le meilleur et de fonder une coopérative», explique-t-il. Et pourquoi une coopérative et non pas une société à responsabilité limitée? «Souvent pour des raisons idéologiques. C'est un bon modèle qui donne la priorité au travail en faveur des êtres humains et non pas au capital. C'est un des principes suprêmes de la soi-disant économie sociale de rejeter les principes du capitalisme qui ont sucité la crise», répond Segarra.

D'après les indications de l'association des coopératives de travail *Coceta*, de 2009 à 2011, 3083 nouvelles coopératives ont été fondées en créant 28 558 emplois. Une croissance confirmée également par le rapport de *l'Organisation internationale du travail OIT*, d'après lequel ces entreprises resistent mieux à la crise. *Simel Esim,* cheffe de service pour les coopératives auprès de l'OIT, cite l'exemple des organisations des finances: «Les banques coopératives ont amélioré leur rentabilité pendant la crise parce qu'elles prennent moins de risques et sont moins orientées vers les bénéfices. Elles ont l'ambition de ne pas geler les crédits, elles essaient de maintenir une certaine stabilité en ce qui concerne les intérêts, et en général leurs conditions de prêts sont plus supportables.»

Les coopératives de consommation ont également vécu une grande croissance ces dernières années. «Pas tellement, ou bien pas seulement en raison de la crise, mais parce que beaucoup de citoyens voudraient avoir accès à des produits qu'on ne trouve pas facilement sur le marché ou qui coûtent trop cher si l'on les achète individuellement», explique le secrétaire général de *Hispacoop*. Un exemple d'une coopérative fondée récemment est *Som Energía*. Créée en 2010 à Girona avec 150 membres qui veulent acheter de l'énergie renouvelable à 100% sans rapport avec l'énergie conventionnelle. Aujourd'hui elle compte déjà 3267 coopérateurs et le groupe, à côté de son travail de commercialisation, a lancé ses premiers projets dans la production.

Quant à *Almocafre,* il s'agit déjà de vétérans. Cette coopérative de consommation écologique existe déjà depuis 15 ans. Elle s'occupe de la distribution dans l'agriculture écologique et à part la vente directe des producteurs aux 150 membres de la coopérative, ils distribuent aussi à des privés. «C'est une possibilité d'agir de façon écologique avec son panier d'achat, mais aussi de soutenir les entreprises familiales attachées au pays et appliquant des méthodes artisanales», explique l'un des coopérateurs, *Miguel Navazo.*

Il y a aussi des coopératives mixtes dans le domaine du travail et de la consommation. Comme par exemple *Frescoop* siégeant à Manresa près de Barcelone. La coopérative a vu le jour il y a moins d'un an. Des paysans du district El Bages se sont réunis et ont cherché des consommateurs qui voulaient acheter des produits frais à prix modeste, «sans intermédiaire qui fait augmenter le prix final et sans être obligé d'aller aux marchés locaux», explique *Alba Rojas*, représentant de la coopérative. Les achats se font en ligne sur une plateforme Internet et l'on propose divers lieux de rendez-vous où les clients peuvent venir chercher leur marchandise commandée. 120 coopérateurs de consommation et encore 50 autres du côté des producteurs y participent déjà. […] •

Source: *El País* du 31/8/12

(Traduction *Horizons et débats*)

Hausse des prix mondiaux pour les denrées alimentaires: maïs et blé 25%, soja 17%

Environ 40% de la production de maïs aux Etats-Unis sont utilisés pour la production de bioéthanol

Les enquêtes les plus récentes de la Banque mondiale ont montré qu'il y a, pour le mois de juillet 2012, une hausse des prix des denrées alimentaires de 10%. Le maïs et le blé ont enregistré avec 25% l'augmentation la plus forte, suivie du soja avec 17%. Uniquement le prix du riz a diminué de 4%. La Banque mondiale est d'avis que la production de bioéthanol, qui est en constante augmentation, est co-responsable de cette montée dramatique. Environ 40% de la production américaine de maïs sont utilisés pour la production de bioéthanol. Suite à la hausse massive des prix du pétrole brut, il est rentable même pour les agriculteurs allemands de vendre leurs céréales aux sites industriels produisant du biogaz au lieu les vendre à l'industrie alimentaire.

Tandis que dans les Etats saturés d'Amérique du Nord et d'Europe la hausse des prix pour les denrées alimentaires n'est guère un problème, puisque la part du revenu disponible, dépensée pour l'achat de denrées alimentaires, est toujours très restreinte, la situation dans les pays moins riches de ce monde s'est massivement aggravée. Entre temps un grand nombre de personnes en Afrique et dans d'autres parties du monde ne peuvent plus se payer suffisamment de denrées alimentaires parce que les prix ont augmenté de telle manière que les revenus personnels disponibles ne suffisent plus pour se nourrir suffisamment. En outre, il faut considérer que la «guerre menée par le couple USA-Israël» au Moyen-Orient a fait monter les prix des denrées alimentaires dans toute la région, aussi bien suite à l'embargo contre l'Iran que suite à la guerre en Syrie. Alors que c'est éventuellement désiré concernant certains objectifs d'attaques, tels l'Iran et la Syrie, pour générer une force explosive contre les gouvernements à l'intérieur de ces pays, cela pourrait aboutir à des problèmes considérables dans les pays qui sont déjà assujettis, tels que l'Egypte, le Maroc et la Libye, où cela pourrait attiser un potentiel révolutionnaire involontaire. Il n'est pas exclu que le problème des denrées alimentaires devienne le point crucial qui contribuera à décider si le Moyen-Orient pourra retrouver la paix ou si la situation se transformera en incendie gigantesque.

Source: *Vertrauliche Mitteilungen* du 25/9/12

(Traduction *Horizons et débats)*

Non aux mesures coercitives – la vaccination doit rester facultative

Non à la révision de la Loi sur les épizooties

par Roland Güttinger et Henriette Hanke Güttinger

hd. Dans deux semaines, les citoyennes et citoyens auront la possibilité de voter sur la nouvelle Loi sur les épizooties. Déjà mi-octobre, lors d'une conférence de presse, les adversaires de la loi ont mis sur la table les arguments essentiels contre la nouvelle Loi sur les épizooties. Depuis ce moment-là, il y a un vif débat entre les citoyens sur le pour et le contre de cette loi.

Ce qui frappe, c'est que les partisans de cette loi ne mettent pas de faits concrets sur la table; au lieu de cela, en faiseurs d'opinion, ils essaient par les médias du courant dominant de vilipender les adversaires de cette loi. Avec cela, le reproche de la vaccination obligatoire ne peut pas être réfuté. La nouvelle loi donne à l'Office vétérinaire fédéral (OVF) des compétences élargies envers les cantons et les citoyens, lesquelles pourraient imposer beaucoup plus facilement l'obligation de vaccination que jusqu'à présent. Dans l'ensemble, la loi représente une atteinte à nos structures fédéralistes. Il s'y ajoute l'influence renforcée de l'étranger, ce qui peut mener à des règlements incontrôlables de la part de l'Office fédéral.

Dire tout simplement qu'il n'y a pas d'obligation de vaccination avec la nouvelle loi, sans citer le paragraphe qui exclurait cette obligation, n'est pas acceptable dans un débat basé sur des faits. Jusqu'à présent, aucun partisan de la loi ne pouvait nommer ce paragraphe, puisqu'il n'existe tout simplement pas. Il faut également être intrigué par le fait que même des vétérinaires refusent la nouvelle loi, parce qu'elle va trop loin et que l'ancienne suffit largement.

L'article ci-dessous résume les arguments les plus importants et décrit les conséquences dévastatrices auxquelles il faut s'attendre au cas d'une adoption de la loi.

A la ferme de *Thomas* et *Katharina Grieder* (Pfäffikon), le «Comité contre la révision de la Loi sur les épizooties» a invité à une conférence de presse précédant la votation du 25 novembre 2012. Sous la direction de *Urs Hans* (Neubrunn), paysan biologique et conseiller cantonal des Verts, le comité a expliqué les raisons du Non à la révision de la Loi sur les épizooties.

Les paysans de différents cantons ont montré, sur la base de faits concrets, aux représentants de la presse les effets dévastateurs qu'avaient eus les mesures de contrainte pour les exploitations agricoles en rapport avec la vaccination contre la maladie de la langue bleue.

Dommages massifs dans les cheptels

Après les vaccinations contre la maladie de la langue bleue, il y a eu d'énormes dommages dans les cheptels entre l'été 2008 et l'été 2010. *Thomas Grieder* (Pfäffikon), qui cultive 26 hectares de prairies avec un troupeau de 20 vaches mères, a perdu entre autre, 5 vaches mères. A la ferme de *Thomas Juncker* (Weisslingen), près de la moitié de ses vaches ont péri. A la ferme de *Toni Hürlimann* (Walchwil), de graves problèmes de santé sont survenus après la vaccination. Sur les 13 vaches qu'*Alois Müller* (Küssnacht) a été obligé de faire vacciner, aucune n'a survécu. Seule la vache qui n'a pas été vaccinée se porte toujours bien.

Jost Kathriner (Stalden, Obwald) a subi un dommage financier d'environ 30 000 francs dans son cheptel de 20 vaches laitières et de 15 génisses.

Sybilla Kölbener de Poschiavo a raconté comment son troupeau de moutons a été confisqué par le vétérinaire officiel après qu'elle ait refusé la vaccination.

Les agriculteurs touchés ne sont pas des querelleurs

En général, lors de la première vaccination contre la maladie de la langue bleue, les agriculteurs ont laissé vacciner leurs bêtes sans hésiter. Lorsque des problèmes de santé, sont survenus, ils se sont d'abord posé la question de savoir s'ils avaient fait une faute. Mais en discutant avec d'autres agriculteurs ayant constaté des cas similaires, la crainte s'est concentrée sur le fait qu'il pourrait exister un lien direct avec la vaccination contre la maladie de la langue bleue, ce qui a été confirmé entretemps du côté officiel. Ce n'est qu'en raison de leurs expériences amères que de nombreux paysans ont refusé d'autres vaccinations.

La honte de nos autorités, ce furent les conséquences personnelles que les paysans concernés ont dû subir. Elles s'étendaient des pénalisations, aux harcèlements de la propre ferme et jusqu'à l'intervention de la police. Une indemnisation pour des bêtes perdues et les dégâts subis n'a pas eu lieu en général. Ce qui en est resté, c'est une expérience amère avec les autorités, qui ont contesté entièrement à chaque paysan sa propre responsabilité et son propre sens de responsabilité envers ses animaux.

Cogestion grâce au référendum

En Suisse, même avec des problèmes aussi graves, pas besoin d'une révolte, ni de rester impuissant en serrant le poing dans la poche. Le référendum et l'initiative permettent des solutions constructives. Ainsi, les paysans concernés ont lancé le référendum contre la révision de la Loi sur les épizooties qui prévoit la vaccination obligatoire au niveau fédéral. C'est là-dessus que le peuple votera le 25 novembre.

Des organisations internationales règnent jusque dans nos communes

Un autre intervenant s'est fixé sur la concentration du pouvoir par la Confédération prévue par la révision de la Loi sur les épizooties. La concentration du pouvoir implique toujours le risque d'abus de pouvoir. A notre insu, le Conseil fédéral peut conclure des accords avec des organisations internationales (article 53b). De cette façon, il cède la souveraineté à des organisations internationales. L'intervenant a rappelé le cas de l'OMS qui a déclenché une hystérie de pandémie concernant la grippe porcine. Les seuls bénéficiaires en ont été les groupes pharmaceutiques avec des gains énormes sur les vaccins, dont la Suisse a encore aujourd'hui un stock, parce qu'il n'y a pas eu de pandémie.

Le fédéralisme est affaibli

Selon l'intervenant, les services vétérinaires cantonaux seront mis au pas avec la concentration du pouvoir au niveau de la Confédération. Avec cela, une autre partie du fédéralisme va disparaître, la préoccupation concernant la santé des bêtes au niveau cantonal, le niveau où les gens se connaissent souvent personnellement, un niveau qui reste gérable en tant qu'unité administrative. L'idée fédéraliste comprend en premier lieu l'aspect du sens des responsabilités et de l'autonomie. Souvent, nous ne nous rendons pas assez compte – surtout nous, les citadins – que tout notre système étatique est fondé sur cette base. L'idée de base de la subsidiarité est que le niveau administratif supérieur ne s'occupe que de ce que le niveau plus bas ne peut pas surmonter ou organiser lui-même. Nous pouvons nous référer à la subsidiarité ancrée dans la Constitution fédérale pour ce qui est du refus de la révision de la Loi sur les épizooties. Gardons donc en main ce trésor, qu'on nous envie dans les Etats européens, à juste titre. De cette façon, nous rendons possible des processus transparents dans l'administration et nous limitons également une administration gonflée démesurément au niveau fédéral.

La lutte efficace contre les épizooties

Interrogé par un représentant de la presse, Urs Hans a montré, à l'aide de l'exemple de Neubrunn, comment la Suisse a mené une lutte efficace et durable contre la fièvre aphteuse. Après l'apparition de la fièvre aphteuse dans l'étable du voisin, la ferme a été mise en quarantaine, désinfectée et les vaches ont été abattues par mesure d'urgence. Ainsi, on a empêché la propagation de la fièvre aphteuse à d'autres fermes du village avec succès. Pour l'ensemble de la Suisse, cette procédure s'est avérée être un succès.

Pas d'interdiction générale de vaccination – mais la responsabilité individuelle

Pour conclure, le Comité a exprimé ce qui suit:

«Et la suite? Pour mettre un terme à cet abus de pouvoir et au scandale juridique de premier ordre, nous demandons la création immédiate d'une commission permanente de surveillance au niveau fédéral qui soit indépendante de l'office, avec la participation des représentants de la pratique agricole.

Nous paysans, refusons de nous soumettre à l'avenir au jeu d'échecs des intérêts économiques venant des trusts multinationaux.

Nous disons stop! à la panique non scientifique et hypocrite en vue d'une maximisation du profit, comme lors de la grippe aviaire, la grippe porcine et la maladie de la langue bleue.

Nous exigeons une base volontaire en matière de vaccination: chacun doit pouvoir vacciner ou non ses bêtes, mais, il doit aussi en assumer la responsabilité.

Nous exigeons la cogestion et la responsabilité individuelle.

Les paysans du canton de Zurich ont largement atteint cet objectif.

Le Conseil cantonal a défini dans sa nouvelle Loi sur les épizooties, qu'à l'avenir doivent être dédommagés, non seulement les effets secondaires immédiats après les vaccinations, mais aussi les dommages à long terme, et que les paysans peuvent prendre part à leur évaluation. En plus, à l'avenir, une commission administrative indépendante supervise le travail du service vétérinaire. C'est exactement ce dont nous avons besoin aussi au niveau fédéral.

Pour toutes ces raisons, nous rejetons, le 25 novembre, dans l'intérêt de nos animaux clairement la révision de la *Loi fédérale sur les épizooties*, qui est mauvaise, mal emmanchée et qui met les gens sous tutelle.» •

Exploitation de Thomas Jucker (Weisslingen ZH)

- 5 fausses couches
- naissances avant terme, augmentation massive du nombre de cellules (facteur 2,5)
- chute significative de la production laitière (848 kg par vache et année)
- veaux faibles qui meurent peu de temps après la naissance
- maladies des onglons qui ont provoqué le détachement de la sole entière
- comportement anormal pendant la délivrance
- mauvaise fertilité (l'index d'insémination a augmenté de 1,9 à 2,3)
- activité des animaux fortement réduite
- Dépense de 7000 francs pendant 3 mois pour des traitements aux antibiotiques
- En une année, décès de presque la moitié de toutes mes vaches (28 animaux)

Exploitation de Thomas Grieder (Pfäffikon ZH)

- 5 vaches mères mortes pendant les trois premières semaines après la première vaccination
- 5 fourbures (Klauenrehe)
- 4 inflammations inguérissables du pis et des articulations
- 1 naissance difficile
- 1 momie d'environ 4 mois
- 2 fausses couches
- 1 naissance avant terme, morte après 24 heures
- 1 vache souffrant d'une crise d'étouffement aigue

L'agriculteur Grieder a précisé que tous ces cas ont été suivis systématiquement par le vétérinaire.

Sybilla Kölbener (Val Poschiavo GR)

Cette femme née en Appenzell, qui élève avec son mari des ovins dans le Val Poschiavo, a raconté ce qui suit:

«Je suis ici en tant qu'éleveuse directement touchée, qui sait très bien de quoi elle parle, quand on parle de déresponsabilisation, j'ai vécu les années de l'obligation de vacciner contre la maladie de la langue bleue. Parce que nous ne voulions pas vacciner nos brebis, car il n'y avait rien à vacciner, le vétérinaire les a saisies, et avait le droit de prendre le contrôle de la propriété de l'agriculteur, de tout son troupeau qui était en bonne santé. Notre objection a été refusée, nous n'avions plus rien à dire, on nous a dit que c'était la loi!»

Exploitation de Toni Hürlimann (Walchwil ZG)

«Le 4 août 2008, la vaccination a été renouvelée. […] Après quelques temps, plus rien ne fonctionnait comme avant l'été 2008 dans ma ferme. Le pire était que mes animaux n'entraient plus en gestation malgré la présence de deux taureaux. J'ai remarqué de plus en plus de fausses couches et d'animaux mort-nés, et quand les veaux naissaient, ils étaient de petite taille et chétifs. Cette situation m'a amené à me renseigner plus exactement au sujet des vaccins. Dans un premier temps, j'ai donc demandé la notice du vaccin à mon vétérinaire. Deux jours plus tard, il m'a appelé, horrifié, et a confirmé mes craintes au sujet des adjuvants, notamment du mercure. Mais dans cette notice, il y a pire:

- […] Durée de l'immunité: les résultats ne sont pas encore connus.
- Un éventuel impact du vaccin sur la fonction reproductive des taureaux (spermatogénèse) n'a jusqu'à présent pas été étudié.
- La sécurité lors de l'utilisation de ce vaccin chez des bêtes en gestation ou allaitantes n'a jusqu'à présent pas été étudiée.

Concernant la question des dommages causés par le vaccin dans cette ferme, le professeur Hässig de l'Université de Zurich a constaté qu'«avec le vétérinaire de la ferme on a pu vérifié que les problèmes ont débuté après la vaccination, et qu'auparavant cette ferme avait les mêmes problèmes que toute autre exploitation agricole en Suisse».

Uniterre: Non à la révision de la Loi fédérale sur les épizooties

Lors de la conférence de presse, *Uniterre* [membre de la *Coordination européenne Via Campesina*], représenté par sa co-présidente *Ulrike Minkner,* à justifier son opposition à la révision de la Loi sur les épizooties de la manière suivante:

«Uniterre estime que le libre choix des paysannes et des paysans ne doit pas être à nouveau restreint.

La dernière grande campagne de vaccination, contre la maladie de la langue bleue a eu lieu parallèlement à la lutte contre la *diarrhée virale bovine* (BVD). Cela a engendré des pertes financières importantes pour beaucoup d'exploitations paysannes et augmenté considérablement le travail sur les fermes.

C'est pourquoi nous estimons que la responsabilité de la prise de décision doit demeurer en main des paysannes et des paysans. Il faut par contre évaluer de manière particulière les maladies qui se transmettent des animaux à l'être humain.

Jusqu'à ce jour, la mise en application de campagnes de vaccination imposée par les autorités, dans nos différents pays, ne nous a pas apporté satisfaction. Ce sont des mesures prises pour combattre les symptômes et qui, à terme, aggraveront les problèmes. Les campagnes généralisées de vaccinations peuvent à court terme réduire l'extension des maladies, mais à long terme il faut changer de paradigme.

Depuis plusieurs années déjà les recommandations provenant de cercles paysans critiques s'orientent dans une autre direction:

- encourager la recherche permettant d'immuniser les bêtes de manière naturelle;
- développer les méthodes de traitements alternatifs;
- réduire l'utilisation d'antibiotiques;
- réorienter les méthodes de sélection animale afin d'obtenir des animaux robustes.

Ces recommandations n'ont pas été suivies et ne trouvent aucun écho dans la nouvelle loi. Sans la prise en compte de ces mesures, la nouvelle loi sur les épizooties renforcera les aspects restrictifs des ordonnances, au lieu de placer le bien être animal au centre des préoccupations.»

Les animaux cornus et les écornés s'entendent-ils en stabulation libre?

Les cornes rendent-elles heureux les vaches ou les êtres humains? Débat au forum de l'Olma

par Michael Götz, agro-journaliste indépendant LBB-GmbH, Eggersriet SG

ab. Lorsque la nouvelle Loi sur la protection des animaux a suggéré de tenir les animaux dans des étables de stabulation libre, la question s'est posée pour plusieurs espèces d'animaux, à savoir comment les animaux sans cornes s'arrangeraient avec les jeunes animaux cornus. J'étais persuadée que cela allait bien se passer, car ce seraient leurs propres petits. J'étais également certaine que les quatre chèvres Toggenburg de notre groupe initial, des chèvres sans cornes et très sûres d'elles, venant de trois élevages différents, arrangeraient de manière sensée leur propre ordre dans le troupeau. Et c'est ce qu'elles ont fait: la chèvre arrivée chez nous, provenant d'une chèvre guide, a pris la commande avec grande compétence et sans qu'il y ait de grands affrontements. Les jeunes animaux des années ultérieures ont porté fièrement leurs cornes, tout en respectant l'ordre existant au sein du troupeau. Une seule chèvre est venue au monde sans cornes pour des raisons génétiques, ce qui est plutôt rare. Elle s'est insérée dans le groupe plutôt prudemment.

Quand les jeunes chèvres ont eu trois ans, elles ont eu des conflits à régler dans leur groupe d'âge. Les mères ne les regardaient pas toujours avec complaisance. Nous avons remarqué que les animaux sans cornes se «battaient» avec beaucoup moins d'égards que les animaux cornus: quand ils veulent «donner une leçon» à un autre animal, ils peuvent lui rentrer de plein fouet avec la tête dans le flanc ou latéralement dans le ventre, si bien que cela doit causer des douleurs à l'autre. Si celle-ci est en gestation, cela n'est pas sans danger. Nous avons fait venir à plusieurs reprises notre vétérinaire pour contrôler si tout était encore en ordre. En ce temps-là, nous avons appris qu'au sein de l'Institut fédéral de recherche en matière d'économie et de technique agricole de Tänikon (FAT) quelqu'un avait élaboré une thèse de doctorat sur l'élevage en commun de chèvres à cornes et sans cornes en stabulation libre. Le résultat de cette étude a été, qu'il fallait prendre garde à plusieurs choses: il doit y avoir plusieurs mangeoires clairement séparées, afin que les animaux de rang inférieur puissent bien s'esquiver, s'ils sont refoulés par des collègues dominants aux râteliers principaux. De plus, pour les situations ludiques, il doit y avoir davantage d'endroits pour se cacher et des parties rehaussées, afin qu'ils puissent bien s'éviter les uns les autres. Les animaux de rang inférieur acquièrent ainsi une grande habilité et rapidité dans le troupeau. Et ils savent qu'ils ont une grande compétence dans ce domaine!

Cette thèse de doctorat nous a beaucoup aidé pour le réaménagement de l'étable de nos chèvres. Le centre de Tänikon a installé, dans la partie ouverte au public, une étable modèle, dans laquelle des chèvres avec et sans cornes de races différentes vivent et jouent ensemble.

Lorsque nous avons placé, quelques semaines avant le début de l'agnelage, trois igloos dans leur enclos, ces petites «maisons individuelles» ont été tout de suite accaparées et défendues par trois des mères initiales du troupeau. Dès lors, tous les membres du troupeau savent à qui appartiennent les igloos.

J'ai fait tout à fait par hasard, et malheureusement sans caméra, encore une autre observation qui m'a beaucoup touchée: une jeune mère cornue a placé devant elle son petit, doté de petites cornes de 8 à 10 centimètres, et lui a montré comment on peut, tête contre tête, se frotter doucement l'un contre l'autre. Après l'avoir expérimenté plusieurs fois, elle lui a signalé que cela suffisait pour aujourd'hui. Le jeune animal est ensuite allé dans le groupe de son âge et a regardé tranquillement autour de lui pour chercher un congénère avec lequel il pourrait répéter ce petit jeu. Les autres l'ont observé avec intérêt et s'y sont aussi mis les jours suivants – avec plus ou moins d'habileté. Mais la petite chèvre, qui avait pu s'entraîner avec sa mère, est restée la meilleure: elle restait toujours tranquille et concentrée et rien ne lui échappait dans ce jeu. Pour moi, cela a été une des observations, dont nous devons tirer des conclusions pour nos enfants.

Avec ou sans cornes? Une question simple? Non, certainement pas. Pour les vaches, elle se pose différemment et nécessite beaucoup de nouvelles observations. Celui qui comprend mieux les mouvements de tête de ses animaux, aura moins de complications dans son étable. Ce n'est pas pour rien que les cours et les modules intitulés «Bien comprendre les signaux des vaches», qui sont proposés par certaines écoles d'agriculture, sont si populaires. Le calme et l'objectivité avec lesquels les représentants des différents points de vue ont discuté de ce sujet, dans le cadre de l'Olma, sont typiquement suisses. C'est pourquoi nous sommes heureux que Michael Götz ait résumé cette discussion pour nous.

Les cornes font partie des vaches, là-dessus, tout le monde était d'accord lors du forum de la foire agricole *Olma*; il existe pourtant différentes opinions quant à la question de savoir si l'on peut ou doit éliminer les cornes.

«Les cornes sont importantes pour la vache», déclare *Denise Marty* de *KAGfreiland*, l'organisatrice du forum. Le vétérinaire *Mark Kirchhofer* explique que les cornes permettent d'un côté aux vaches de se tenir à distance les unes des autres, et de l'autre côté de trouver un appui quand elles mesurent leur force en tête à tête. *Martin Ott*, agriculteur biologique de l'exploitation de Rheinau (SH), dit que les cornes renforcent la tenue de la tête, car les vaches ne peuvent pas voir les détails mais seulement les contours. «De cette manière, elle résolvent les conflits avant que cela fasse mal.»

Manque d'efficacité?

Mais apparemment cela ne fonctionne pas toujours. *Martin Haab* de Mettmenstetten (ZH), qui tient 60 vaches en stabulation libre, élimine les cornillons chez ses veaux pour empêcher la formation de cornes. Il fait cela, car sinon, les animaux se blessent mutuellement, mais aussi pour se protéger lui-même contre des coup de cornes – même si ceux-ci sont pour la plupart involontaires. «Ce serait bien si l'on pouvait tenir les vaches comme au temps de *Gotthelf,*» déclare-t-il. Mais on ne serait plus assez efficace. En stabulation libre, il devrait enfermer les vaches au râtelier pendant qu'elles mangent afin qu'elles ne se refoulent pas mutuellement avec leurs cornes; en plus, cela nécessite davantage de surface et de travail. L'animateur, *Adrian Krebs,* journaliste à la «Neue Zürcher Zeitung» renchérit: «Alors les 50 agriculteurs qui tiennent des vaches cornues pour *KAGfreiland* sont-ils inefficaces?» Martin Ott réplique que les cornes signifient davantage de travail, mais qu'il y a encore une troisième voie. Il tient également 60 vaches laitières en stabulation libre en se servant d'une technique ultramoderne. On arrive à cette troisième voie, en observant les animaux, en essayant de les comprendre et en s'occupant d'eux. Cependant, ce n'est pas toujours facile, mais se lamenter ne sert à rien; il s'en tient à la devise: «Plus la situation avec la nature est difficile, plus je suis défié». Ce n'est pas par hasard que Martin Ott est l'auteur du best-seller «Kühe verstehen» (Comprendre les vaches).

Les cornes font partie des vaches. (photo KAGfreiland)

Faut-il trop investir?

Bien que Martin Ott s'engage pour le maintien des cornes, il met en garde ses collègues pour qu'ils ne laissent pas pousser les cornes à leurs veaux sans réfléchir aux conséquences. Il ajoute à titre d'exemple qu'en stabulation libre, une station d'alimentation où les vaches doivent sortir en reculant, n'est pas possible; car celle-ci ne peut pas reculer, si une vache cornue se tient derrière la station. Les impasses sont taboues et les logettes doivent disposer d'une issue de secours vers l'avant. Pour que les vaches puissent retirer leurs cornes du cornadis, il faut davantage d'espace qu'avec les cornadis traditionnels. Tenir des vaches cornues, cela signifie avant tout prendre du temps avec les animaux. Par exemple, on a besoin de beaucoup plus de temps et de circonspection pour introduire une nouvelle vache dans un troupeau de vaches cornues que dans un troupeau de vaches sans cornes. Celui qui éprouve de la joie avec les animaux, prendra son temps. Martin Ott ne veut dire en aucun cas que les agriculteurs détenant des vaches sans cornes ne s'en occupent pas bien. Les vaches leur tiennent également à cœur. Martin Haab le confirme: «Tenir des vaches, c'est ma passion.»

Seulement en éliminant la douleur

Une vache, qui a été écornée, se sentira probablement différente d'avant. Mais comme on élimine aujourd'hui les cornillons déjà chez les veaux, cela ne devrait pas influencer la psyché des vaches, pense le vétérinaire. Il est cependant important que l'ablation des cornillons soit pratiquée sous anesthésie et que la douleur de la plaie soit soulagée, souligne-t-il. A ce sujet, il y a des règlements clairs et nets. L'agriculteur peut effectuer l'intervention sur sa propre exploitation, dans la mesure où il dispose d'une formation reconnue et à condition que le veau ne soit pas âgé de plus de trois semaines; sinon le vétérinaire est seul autorisé à opérer. Si l'écornage d'une vache n'est pas fait professionnellement, il provoque de grandes douleurs, car la corne est traversée de nerfs. Elever des vaches sans cornes, serait un autre moyen de renoncer à l'ablation des cornes, mais la base génétique est trop petite dans la plupart des races.

90% des vaches n'ont plus de cornes

Aujourd'hui, il est difficile de faire le commerce de vaches à cornes, puisque 90% des vaches laitières en Suisse n'en ont plus. *KAGfreiland* a amené de manière symbolique la «dernière vache cornue» au musée zoologique de l'Université de Zurich. Avec son action «Haut les cornes!» elle s'engage pour qu'on laisse les cornes aux vaches. «Vous êtes des pionniers», félicite un agriculteur de l'organisation des «paysans à cornes» en ajoutant: «L'ignorance chez les paysans est grande, moi aussi, j'ai dû apprendre». Dans ce contexte, on blâme aussi l'«américanisation» de l'élevage de bétail laitier; car lors d'expositions, les animaux ne sont plus présentés selon leur nature, mais personnifiés comme des mannequins.

Est-ce que le «lait de cornes», c'est-à-dire le lait de vaches cornues, a une chance sur le marché? C'est apparemment le cas en petite quantité, comme le montre l'emballage de différentes laiteries. «KAG-Glücksmilch!» (le lait KAG qui rend heureux) ou «KAG-Hornkäse» (fromage KAG de vaches cornues) en sont des exemples. En grandes quantités, cela semble être plus difficile, comme l'explique *Peter Zürcher*, responsable des achats de produits laitiers chez *Coop*. Car vu le grand nombre de produits laitiers différents, il faudrait beaucoup pour qu'un nouveau produit puisse s'affirmer. •

Source: Première publication dans *Bioaktuell*, 9/2012

Auteur: Michael Götz (ingénieur agronome) agro-journaliste indépendant LBB-GmbH, Säntisstr. 2a, CH-9034 Eggersriet. Tél.: +41 71 877 22 29
Courriel: *migoetz@paus.ch, www.goetz-beratungen.ch*

(Traduction *Horizons et débats)*

Courrier des lecteurs

Non à la révision de la Loi sur les épizooties

Sans aucun doute, on nous propose quelques nouveautés incontestées avec la Loi sur les épizooties que nous voterons le 25 novembre 2012. Mais ce n'est pas tout.

Beaucoup d'entre nous se souviennent encore très bien de la vaccination contre la maladie de la langue bleue qu'on nous a imposé en 2008 et 2009. La majorité des éleveurs ont accepté ces vaccinations en serrant le poing dans la poche. Beaucoup d'animaux ont souffert, sont tombés malades ou ont eu des fausses couches. Quelques douzaines d'éleveurs – dont moi – ont refusé de vacciner leurs animaux. On a mis ces animaux en quarantaine. La police et le ministère public nous ont interrogés comme des criminels, nous ont donnés de grosses amendes et nous ont menacés de prison. Puis le changement: que quelques mois plus tard, on a aboli l'obligation superflue de vacciner contre la maladie de la langue bleue. Mais la méfiance largement répandue des paysans contre l'hégémonie de la justice vétérinaire est restée.

La nouvelle Loi sur les épizooties justifie cette méfiance. On nous dit que des banques de vaccins vont être créées. Il va de soi que ces vaccins seront utilisés. On les utilisera également contre la volonté des éleveurs qui veulent porter eux-mêmes le petit risque d'une éventuelle infection de quelques-uns de leurs animaux. Puis les dispositions pénales seront renforcées, afin de soumettre les paysannes et les paysans insubordonnés.

D'autre part, la nouvelle loi ne mentionne nulle part qui prendra en charge les frais des dommages qui apparaîtront avec certitude à la suite des nouvelles campagnes de vaccinations préventives. Et on n'y trouve rien quant à une institution indépendante qui jugerait des processus de décision pour des vaccinations au niveau national et des désavantages que celles-ci pourraient avoir pour les animaux et les êtres humains.

La confiance en ce projet de loi me manque, parce qu'il y a plusieurs indices qui laissent soupçonner que les possibilités actuelles de vaccinations obligatoires pourront être élargies. Je refuse ce projet de loi dans sa forme actuelle. J'espère que le Conseil fédéral et le Parlement concéderont davantage d'auto-responsabilité aux éleveurs lors d'une nouvelle consultation et qu'ils donneront une chance aux alternatives aux vaccinations obligatoires.

Werner Ammann, agriculteur,
Ganterschwil SG